

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 JUIN 1921.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES
POUR L'EXERCICE 1921 (1).

TABLEAU XIX. — VOIES ET MOYENS.

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET (2),
PAR M. HOUTART.

MESSIEURS,

La Commission du Budget vous propose d'adopter le Budget des Voies et Moyens.

Celui-ci est divisé en quatre sections.

La première comprend les recettes *ordinaires* : impôts, péages, capitaux et revenus, remboursements. De cette classe seront retranchés, pour être rattachés à un budget spécial en vertu d'une résolution qui vous sera soumise, les péages à provenir des Chemins de fer, Postes, Télégraphes, Téléphones et Marine.

La seconde section groupe les recettes *exceptionnelles*, qui se rattachent, comme les dépenses de même nature, au Budget ordinaire. Elles dérivent des circonstances anormales que la guerre fit surgir.

Autre est la nature des recettes *extraordinaires*, qui forment la troisième section.

(1) Budget, n° 401.

Rapport général, n° 261.

(2) Composition de la Commission du Budget :

a) Les membres de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum et Wauwermans;

b) Six membres nommés par les Sections : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke et De Bue.

Celles-ci consistent en rentrées de capitaux, qui représentent la valeur d'immeubles ou de marchandises aliénés.

Enfin, la quatrième section, recettes de réparation, forme la contre-partie — insuffisante, il n'est que trop vrai — des dépenses recouvrables en vertu des traités de paix.

PREMIÈRE SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.

CHAPITRE PREMIER.

IMPÔTS.

Impôts directs.

ARTICLE PREMIER. — *Impôts cédulaires sur les revenus : 305,000,000 de francs.*

Cette recette, la plus importante de celles que fournit l'impôt direct provient de trois sources distinctes.

A. — CONTRIBUTION FONCIÈRE : 75,000,000 de francs.

Cette évaluation est supérieure, à concurrence de 15,000,000 de francs, au chiffre prévu pour 1920. Elle suppose que le revenu cadastral de la totalité des propriétés foncières bâties et non bâties s'élève à 1,500,000,000 de francs. On sait, en effet, que la contribution foncière est fixée à 10 % du revenu cadastral et que cinq dixièmes de ce prélèvement doivent être divertis au profit des provinces et des communes. La perception totale atteindrait donc, suivant les prévisions, 150,000,000 de francs.

Pour l'exercice 1920, les rentrées ne se chiffraient, au 30 août dernier, que par 18,300,000 francs. Des explications ont été fournies par M. le Ministre des Finances au sujet de ce résultat peu satisfaisant ⁽¹⁾; à la date indiquée, des rôles étaient rendus exécutoires pour 80 millions de francs.

Suivant les prévisions de l'Administration des contributions, la revision des revenus cadastraux, stipulée par l'article 6 de la loi du 29 octobre 1919, ferait donc ressortir une majoration de 25 % (1,500,000,000 de francs contre 1,200,000,000 de francs pour l'année 1921).

A ce propos, plusieurs membres ont critiqué la méthode employée pour la détermination du revenu cadastral, et signalé les exagérations qui en résultent parfois. Ces observations ont fait l'objet de la réponse suivante transmise par le Gouvernement.

« Ainsi qu'il a été exposé le 24 mai dernier (*Doc. parl.*, p. 372) en réponse à une question posée par M. le Représentant Vanden Kerckhove, si, dans certains

⁽¹⁾ *Annales parlementaires. Session 1920-1921, p. 1334.*

cas, le revenu imposable obtenu par le mode d'évaluation déterminé par l'article 84 des lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920 dépasse le revenu réel, il suffit à l'intéressé de signaler le fait au directeur provincial des contributions; celui-ci statue par décision motivée susceptible d'un recours devant la Cour d'Appel. »

Rappelons que, en 1914, la somme totale des revenus tirés des propriétés foncières était estimée 916 millions de francs ⁽¹⁾, soit les trois cinquièmes de l'évaluation actuelle. Ainsi donc, cette base d'impôt, la plus stable pourtant des impôts directs, est sujette à des variations qui peuvent influencer très sensiblement l'équilibre du Budget. Quel serait, notamment, l'effet d'un relèvement de la valeur du franc belge sur le chiffre à inscrire à titre de rendement de la contribution foncière? Il s'en suivrait une réduction sensible et, par suite, une difficulté budgétaire.

B. — TAXE MOBILIÈRE : 100,000,000 de francs.

Prévu en 1920 : 75,000,000 de francs, sur une recette totale évaluée 112 millions de francs, dont le surplus appartient aux provinces et aux communes. A la date du 30 avril, 70 millions étaient rentrés, mais d'importants recouvrements, afférents à l'exercice 1920, doivent être effectués dans le cours de l'année 1921 ⁽²⁾.

Est-il permis d'espérer que, malgré la crise prolongée qui atteint notre industrie, les recettes de l'exercice 1921 dépassent celles de 1920 dans la proportion de 30 %? Nous craignons un mécompte, à moins que les prévisions de l'an dernier soient restées au-dessous des réalités.

En réponse à une question relative aux bases sur lesquelles ont été établies ses prévisions, l'Administration a fourni les renseignements suivants.

Les évaluations pour 1921 des diverses catégories de revenus soumis à la taxe (fonds publics, actions et obligations, etc.), ont été déterminées conformément aux indications du tableau ci dessous :

Désignation des revenus imposables.	Montant des revenus.
Revenus d'actions ou d'obligations dans les sociétés belges par actions :	
Dividendes provenant des bénéfices réalisés dans les établissements situés :	
a) Dans le pays fr	400,000 000
b) A l'étranger ou dans la Colonie	100,000 000
Intérêts des obligations	225,000,000
Intérêts des fonds publics	750,000.000
Intérêts du capital investi dans les entreprises industrielles ou agricoles exploitées autrement que par des sociétés par actions	250,000,000
Intérêts des dépôts et des créances autres que des obligations	200,000,000
Revenus des dépôts à la Caisse d'Épargne	30,000,000
Revenus des titres étrangers	150,000,000

L'Administration ne possède pas de précisions en ce qui concerne les revenus

(1) Cf. CLAVIER. *La fortune belge à la veille de la guerre*, p. 45.

(2) *Annales parlementaires*, p. 1334.

soumis à la taxe en 1920. Les prévisions pour cette année ont été établies d'après les éléments figurant au tableau d'autre part, sauf en ce qui concerne les intérêts des obligations, évalués à 175 millions, et les intérêts des fonds publics, estimés 600 millions.

Le tableau ci-après, dressé par l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique, fournit les renseignements demandés quant au montant des revenus exonérés de la taxe mobilière :

Tableau des intérêts échéant en 1920 et 1921 et qui sont exonérés de la taxe mobilière.

NATURE DES DETTES.	Lois autorisant l'exonération d'impôt.	Montant des intérêts.	
		Année 1920.	Année 1921.
A. — <i>Dettes intérieures.</i>			
Emprunt 5 % de la Restauration nationale	16 mars 1921	80,780,000	81,660,000
Emprunt intérieur 5 % à prime	27 janvier 1920	58,680,000	117,100,000
Emprunt 4 % à lots de la Fédération des Coopé- ratives pour dommages de guerre	2 janvier 1921	»	»
Bons du Trésor escomptés 5 %	27 janvier 1920	36.775,000	77,500,000 (1)
		176,205,000	276,260,000
B. — <i>Dettes extérieures.</i>			
Emprunt 7 1/2 % de \$ 50,000,000 de 1920	16 mars et 24 octobre 1919	\$ 1,875,000	\$ 3,675,000
Emprunt 8 % de \$ 30,000,000 de 1921	id.	»	1,185,000
Bons du Trésor émis aux États-Unis	id.	3,040,090	3,820,000
Bons du Trésor émis en Angleterre	id.	£ 392,000	£ 606,000

C. — TAXE PROFESSIONNELLE : 130,000,000 de francs.

Contre 100,000,000 prévus en 1920.

Les perceptions effectuées pour 1921 en matière de taxe professionnelle retenue sur les revenus imposables, s'élevaient à 12 millions au 30 avril dernier, mais ne concernaient, en fait, que les trois premiers mois de l'année.

La dite taxe n'est, en effet, acquittée que dans la quinzaine qui suit l'expiration du mois pendant lequel les revenus ont été payés. On peut donc évaluer à 4 millions — soit 2 millions pour la part de l'État — le produit mensuel de l'impôt frappant les traitements, salaires, pensions, etc.

(¹) Montant des intérêts afférents aux Bons du Trésor escomptés émis au 31 mai 1921 : la dépense probable totale de 1921, pour les intérêts des Bons de l'espèce qui auront été émis jusqu'au 31 décembre 1921, est évaluée à 180 millions de francs.

Aucune indication ne peut être fournie en ce qui concerne la taxe professionnelle afférente aux bénéfices des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles ainsi que pour la supertaxe, les opérations de taxation étant actuellement en cours. Le montant total des rôles de 1920 rendus exécutoires au 30 avril écoulé, s'élevait, pour le premier de ces impôts, à 13 millions environ et pour le second, à 25 millions en chiffres ronds.

M. le Ministre des Finances, dans son discours du 25 mars dernier, a insisté sur les difficultés que l'Administration a rencontrées dans l'application du nouveau système fiscal. Ces difficultés étaient prévues; nombre d'orateurs les ont signalées dans les discussions qui précédèrent le vote des lois fiscales. Tout en reconnaissant qu'elles étaient inévitables, on ne peut s'empêcher de déplorer l'incertitude qui subsiste touchant le rendement des impôts directs, incertitude qui complique le problème de l'équilibre budgétaire.

A un point de vue spécial, la taxe professionnelle a fait l'objet de l'observation suivante : des membres ont signalé qu'elle est retenue sur les traitements des fonctionnaires de certains Départements, mais non de tous les départements Administration, questionnée sur ce point, a répondu :

« La taxe professionnelle est retenue dans tous les Départements.

» Seul le service du paiement des traitements des instituteurs communaux s'est abstenu jusqu'ici d'opérer la dite retenue.

» Par dépêche du 29 avril dernier, n° 25731, le Ministère des Finances a insisté auprès du Département des Sciences et des Arts pour que la loi soit appliquée sans plus de retard par le service précité. Il a récemment encore renouvelé ses démarches. »

Il convient d'insister pour qu'une règle générale soit observée. On sait assez ce que les inégalités de traitement entre fonctionnaires entraînent de récriminations et de difficultés.

-ART. 2. — *Impôt complémentaire sur le revenu global (supertaxe) :*

140,000,000 de francs.

Majoration de 10 millions sur l'évaluation de 1920, majoration basée, dit-on, « sur l'augmentation de revenus passibles des impôts cédulaires et sur l'élévation du taux pour les gros revenus ». La première de ces raisons peut être contestée par suite de l'arrêt brusque d'une prospérité que l'on croyait durable.

Autant que pour la taxe professionnelle, sinon plus, nous sommes dépourvus de données positives. Les recettes encaissées jusqu'à présent, au titre de la supertaxe, sont insignifiantes : fr. 10,836,654.42 à la date du 30 avril 1921 ⁽¹⁾.

(1) *Moniteur*, 22 mai 1921, p. 4215.

M. le Ministre des Finances nous a toutefois fait connaître que le travail de vérification des déclarations s'accomplit avec une activité telle que les résultats apparaîtront prochainement. Le 30 avril, alors que 267,000 feuilles sur 1,400,000 avaient été contrôlées, des rôles de supertaxe étaient établis pour plus de 25 millions. Si le contrôle a porté indifféremment sur toutes sortes de déclarations, ce premier résultat justifie à peu près les prévisions.

On a fait remarquer que les feuilles de déclaration sont d'une étude difficile et d'une complication qui dépasse les aptitudes de beaucoup de contribuables. Trop de choses s'y trouvent réunies. Les espaces blancs laissés pour l'inscription des chiffres sont minuscules.

A cette observation, M. le Ministre des Finances a répondu : « Les renseignements à porter dans les déclarations relatives aux impôts sur les revenus sont strictement nécessaires pour permettre d'établir les cotisations.

Tenant compte des leçons de l'expérience, l'Administration a l'intention de modifier la formule actuellement en usage, de façon à la rendre plus claire et à permettre d'agrandir les colonnes réservées à l'inscription des chiffres.

Un modèle de déclaration spéciale est créé pour les sociétés, ce qui simplifiera la feuille destinée aux contribuables en général. »

ART. 3. — *Contribution personnelle à raison des domestiques et des chevaux :*

Principal : 1,739,100 francs ;

15 centimes additionnels : 260,900 francs.

ART. 4. — *Taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur :*

2,500,000 francs.

Ces deux taxes ont produit, en 1920, un rendement de 11,500,000 francs.

Les évaluations ci-dessus sont donc inférieures aux probabilités et pourraient être relevées de 7,000,000 de francs (1).

ART. 5. — *Taxe sur les spectacles et autres divertissements publics :*

15,000,000 de francs.

Le rendement de la taxe sur les spectacles a atteint, pour l'exercice 1920, 23 millions environ, soit 13 millions pour la part de l'État. Quant aux recettes effectuées pendant le premier trimestre de 1921, elles se sont élevées approximativement à 5 millions, dont 3 millions au profit de l'État (voir au surplus le tableau publié page 4164 du *Moniteur Belge* du 20 mai dernier, n° 140).

(1) *Ann. parl.*, loc. cit.

Art. 6. — *Redevance fixe sur les mines* : 30,000 francs.

Art. 7. — *Douanes* : 194,968,500 francs.

Les tarifs ont été majorés; mais l'activité commerciale a diminué et les prix baissent.

La douane a encaissé en 1920 fr. 210,591,690.20. Les quatre premiers mois de 1921 ont produit une recette de fr. 69,827,581,64 ⁽¹⁾. Aucun mécompte ne paraît donc à redouter sur la prévision portée à cet article.

Art. 8. — *Accises* : 173,949,500 francs.

Chiffre porté à 183,079,500 francs par un amendement du Gouvernement. Contre 112,587,000 francs prévus en 1920.

La part du fonds communal dans les recettes des accises est évaluée 31,720,500 francs, de sorte que le rendement total serait de 205,670,000 francs.

Les principales augmentations prévues ont pour origine :

Vins étrangers	fr. 7,000,000
Eaux-de-vie.	» 20,000,000
Bières	» 3,000,000
Sucres	» 5,000,000
Glucose	» 1,150,000
Tabacs étranger.	» 2,000,000
Tabac : droit proportionnel de consommation. »	35,000,000

Ces prévisions sont d'ailleurs justifiées par les encaissements des quatre premiers mois, qui atteignent pour la part de l'État fr. 63,722,136.21 ⁽²⁾.

Un amendement présenté par le Gouvernement tend à porter de 50,000,000 de francs à 59,000,000 de francs le produit du droit proportionnel de consommation du tabac, et d'y ajouter un litt. *m* ainsi conçu :

Boissons ne contenant pas plus de 15 % d'alcool obtenues par fermentation naturelle : 130,000 francs.

La législation sur l'alcool n'ayant cessé de faire l'objet d'après discussions, nous donnons en annexe trois tableaux établissant :

- a) La consommation de l'alcool en Belgique de 1890 à 1920 ;
- b) Le nombre des procès-verbaux rédigés pour distillerie clandestine et pour infraction à la loi du 29 août 1919 ;
- c) Le rendement comparé des droits d'entrée et d'accise de 1913 à 1920.

Plusieurs membres se sont préoccupés de la question de savoir dans quelles

(1) *Moniteur*, 22 mai 1921, p. 4218.

(2) *Moniteur*, loc. cit.

caisses furent versées les recettes perçues du chef de l'exportation de sucre et d'alcool, en vertu d'arrêtés pris par les Ministres des Finances et du Ravitaillement. A ce sujet, le département des Finances nous a transmis les renseignements suivants :

a) SUCRES.

« Ont été versées chez le receveur des accises, à Bruxelles, 1^{er} bureau, les recettes provenant :

» 1^o De la taxe perçue en vertu de l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 décembre 1920, du chef de la délivrance de licences d'exportation des sucres.

» 2^o Des bénéfices réalisés par le Gouvernement sur les exportations de sucre.

» Ces recettes figurent dans « la comptabilité » sous la rubrique : *Taxe d'exportation des sucres*.

b) ALCOOL.

» Les bénéfices réalisés par le Gouvernement en 1920 et 1921, du chef de l'exportation d'alcool sont versés chez les receveurs des accises dans le ressort desquels sont situées les distilleries d'où provient l'alcool.

» Ces bénéfices figurent dans la comptabilité sous la rubrique : *Taxe de compensation sur les alcools*.

» En 1919, le Département du Ravitaillement a aussi vendu des alcools en Allemagne; mais le bénéfice provenant de ces opérations n'a pas été versé dans les caisses des receveurs des accises. Le Département précité a traité ces ventes sans l'intervention du Ministère des Finances (service central des alcools) et sera donc mieux à même de répondre à la question pour ce qui concerne l'année 1919. »

L'examen des divers éléments qui concourent au rendement des taxes inscrites sous les articles 7 et 8 (douanes et accises) permet d'évaluer la somme que produiront ces taxes, dans l'état actuel de notre législation, au chiffre global de 400 millions approximativement.

Il est intéressant de comparer ce total avec le montant des recettes inscrites au budget de la République française du chef des taxes de même nature. Voici les chiffres :

Douanes	2,344 millions
Contribution indirectes	2,505 id.
Sucres	435 id.
Monopoles (tabac et allumettes)	1,412 id.
TOTAL.	6,693 millions (1)

Soit approximativement 176 francs par habitant contre 53 francs en Belgique.

(1) Sénat français, Budget de 1921, rapport de M. Chéron.

ART. 9. — *Recettes diverses* : 5,506,000 francs contre 2,602,500 francs prévus pour 1921.

Chiffre notablement inférieur aux probabilités. En effet, les quatre premiers mois de l'exercice ont produit, aux recettes diverses, fr. 9,599,452.34 ; ce même article atteint un rendement de fr. 33,647,756.18 pour l'année 1920. ⁽¹⁾

Ces recettes comprennent :

a) *Frais d'essai des ouvrages et des matières d'or, d'argent et de platine* : 6,000 francs.

Des personnes compétentes recommandent de rendre obligatoire le poinçonnage des objets fabriqués en or, platine et argent. Cette mesure, favorable au commerce honnête, pourrait rapporter au Trésor, sans augmentation considérable des frais, une recette de plusieurs millions.

b) *Recettes extraordinaires et accidentelles*. — *Taxe d'ouverture des débits de boissons* : 4,000,000 de francs.

Il résulte des écritures tenues à l'Administration de la Trésorerie que les recettes effectuées en matière de taxe d'ouverture se sont élevées pendant l'année 1920 à 4,282,500 francs en chiffres ronds (prévision 1 million) et pendant les quatre premiers mois de l'année courante à 1,350,000 francs environ (prévision pour 4 mois : 1,330,000 francs).

Conformément à l'article 20 de la loi du 29 août 1919, le produit de la taxe dont il s'agit, est, après déduction de 5 % pour frais d'administration, attribué au fonds spécial des communes.

c) *Produit du Contentieux* : 1,500,000 francs.

A noter que l'Administration escompte « une augmentation notable du produit des amendes et confiscations. »

ART. 10. — *Enregistrement et transcription* : 150,000,000 de francs,

Réduction de 45 millions sur le chiffre prévu l'an dernier. La raison en est que, après apurement de l'arriéré qu'avait occasionné la guerre, l'on revient à une situation normale.

Toutefois la hausse des prix et l'aggravation des droits maintiendra cette recette à un chiffre supérieur à celui d'avant-guerre. Les quatre premiers mois de cette année accusent un produit de fr. 61,435,380.07, ce qui permet d'augurer

(1) *Moniteur*, loc. cit.

que la prévision inscrite dans le projet de budget sera dépassée, abstraction faite des modifications qui seront apportées à la législation des droits d'enregistrement par le projet de loi actuellement soumis à la Chambre.

ART. 11. — *Grefte* : 1,200,000 francs.

Chiffre antérieur.

ART. 12. — *Hypothèques. — Droits d'inscription* : 1,250,000 francs.

Réduction de 750,000 francs, nullement justifiée, étant donné que les quatre premiers mois ont produit, sous cette rubrique, fr. 883,136.86, c'est-à-dire un rendement égal à celui de l'exercice antérieur, qui atteignit en tout fr. 2,337,976.65 ⁽¹⁾.

ART. 13. — *Successions* : 100,000,000 de francs.

Majoration de 50,000,000 de francs sur les évaluations de l'année antérieure.

Cette prévision ne semble pas téméraire, à première vue. En effet, l'annuité successorale doit osciller entre deux et trois milliards; or le droit, tel qu'il résulte des lois des 11 octobre 1919 et 16 août 1920, n'est jamais inférieur à 2.10 % en ligne directe et à 7.50 % en ligne collatérale. Il est vrai que l'effet de ces lois ne se produit pas encore pleinement (v. observations).

Le chiffre de fr. 43,127,591.79, qui répond à la totalité des recettes encaissées pour 1920, et celui de fr. 13,531,665.81, qui représente le rendement des quatre premiers mois de 1921, demeurent fort en-dessous de l'évaluation proposée et sont quelque peu déconcertants.

ART. 14. — *Timbre* : 50,000,000 de francs.

Majoration de 10,000,000 de francs sur les prévisions antérieures. L'estimation demeure modérée, étant donné que la recette, qui atteint fr. 47,802,141.38 pour l'exercice 1920 ⁽²⁾, ne peut manquer de s'accroître par l'effet des lois votées au cours de cette année.

ART. 15. — *Naturalisations* : 10,000 francs.

Sans modification.

ART. 16. — *Amendes en matière d'impôts* : 800,000 francs.

Majoration de 400,000 francs, inférieure aux probabilités. Les quatre premiers mois ont produits fr. 613,611.10.

⁽¹⁾ *Moniteur*, loc. cit.

⁽²⁾ *Moniteur*, loc. cit.

**ART. 17. — Amendes de condamnations en matières diverses
et dommages-intérêts : 890,000 francs.**

Chiffre à relever, les quatre premiers mois ayant donné fr. 1,210,805.04.

L'enregistrement, les successions et le timbre, avec quelques taxes secondaires, ont procuré au Trésor 300 millions, chiffres ronds, pour l'exercice 1920. Les prévisions actuelles aboutissent au même total, quoique, pris séparément, le rendement de chacun de ces impôts s'annonce comme assez différent du produit antérieur.

CHAPITRE II.

PÉAGES.

Les articles 18 à 21 (produits des rivières canaux et ports), d'un rendement total de 3,070,000 francs, ne soulèvent pas d'observations.

Les articles 22 à 27 (Chemins de fer, télégraphes et téléphones, postes, produits de divers services de bateaux) devront être transférés à l'annexe I du budget général, si la Chambre adopte le projet de résolution qui lui est soumis par la Commission du budget.

CHAPITRES III.

CAPITAUX ET REVENUS.

Sont à déduire de ce chapitre les articles 39 (produits des actes des Commissariats Maritimes), 40 (produits des droits de pilotage et de remorque) et 41 (produits des droits d'écluse). Ces recettes se rattachent au service de la marine et trouveront place à l'annexe I.

Par voie d'amendement, le Gouvernement propose d'insérer un article 44^{bis} ainsi libellé : *Produit de l'office vaccinogène de l'État : 45,000 francs.*

Déduction faite des recettes portées à ces trois articles, l'ensemble du chapitre III forme un total de 73,891,348 francs, suivant les prévisions budgétaires. Par rapport à l'exercice antérieur, c'est une progression de 17,418,263 francs, due surtout aux produits des forêts (+ 2,800,000 francs), des domaines (+ 900,000 francs), des droits de chancellerie (+ 9,989,200) et aux redevances de la Banque Nationale (+ 2,000,000 de francs).

Notons qu'à l'article 28 (Domaines : valeurs capitales), doivent être imputés les dommages-intérêts auxquels sont condamnés ceux qui ont trafiqué avec l'ennemi ⁽¹⁾.

(1) Cf. Session 1919-1920, document n° 224 pp. 6-7.

A ce sujet, nous avons recueilli les renseignements suivants :

« Les recettes effectuées sur les condamnations dont il s'agit s'élevaient, à la date du 1^{er} mai 1921, à la somme de fr. 6,485,926.98.

Le montant des condamnations prononcées s'élevait, à la même date, à la somme de fr. 146,131,762.25.

La faiblesse relative des recouvrements opérés procède du fait que la plupart des condamnés ont, bien avant la condamnation, mis leur fortune à l'abri, et que les biens, sur lesquels l'État a pu exercer son action, ont dû être affectés presque intégralement au paiement de la taxe sur les bénéfices de guerre, taxe pour le recouvrement de laquelle l'Administration des contributions jouit d'un privilège.

On peut arbitrer à quinze millions les recouvrements que l'État parviendra à effectuer. »

A propos de l'article 32 (Produits divers et accidentels : 3,000,000 de francs), une question fut posée touchant l'affectation des revenus de la succession royale. Le Gouvernement y a répondu dans les termes suivants :

Les biens attribués à l'État ensuite du décès de sa Majesté Léopold II peuvent être rangés en deux catégories : ceux au sujet desquels aucune contestation ne s'est élevée ; ceux que le Gouvernement a été amené à revendiquer, parce qu'ils avaient été achetés au moyen de fonds appartenant à l'État Indépendant du Congo et à la Fondation de la Couronne, et dont l'origine Congolaise n'avait pas été révélée lors de la signature du Traité de cession du Congo à la Belgique.

Le produit des biens de la première catégorie est inscrit au budget parmi les revenus des forêts domaniales (art. 29) pour les propriétés boisées, et parmi les revenus des Domaines (art. 33) pour les terres de culture, les prairies et les propriétés bâties.

Les propriétés boisées, les terres de culture et les prairies provenant du feu Roi dépendent des domaines de Tervueren, de Ciergnon et d'Ardenne ; leur produit pour l'année 1921 est évalué dans les développements du budget à 200,000 francs pour les forêts et à une même somme pour les terrains agricoles. Les recettes faites du chef des propriétés bâties ont été confondues avec les autres revenus des Domaines.

Le droit de l'État à la propriété des biens de la seconde catégorie a été reconnu par les conventions conclues avec les princesses en 1914. Ces conventions ont été entérinées par la loi du 30 mars 1914 ; mais l'affectation des biens n'a pas été déterminée jusqu'ici. Ainsi que le Gouvernement l'a déclaré à différentes reprises, et notamment lors du dépôt du projet de la loi du 30 mars 1914, c'est au parlement qu'il appartient de régler ce point. Les négociations engagées à ce sujet avec la Colonie sont sur le point d'aboutir ; le Gouvernement compte pouvoir saisir incessamment les Chambres d'un projet de convention.

Les biens de la seconde catégorie comprennent des immeubles qui avaient été inscrits au nom de tiers, ainsi que les valeurs de portefeuille de la Fondation de Niederfulbach et notamment des actions dans la société des Sites et dans celle de la Côte d'Azur. Tous les immeubles ont été l'objet d'actes de transfert au profit de

l'État ; ils sont régis par l'administration de la Donation Royale et leurs produits sont confondus avec les autres ressources des Domaines (art. 33).

Le portefeuille de l'ancienne fondation de Niederfullbach est déposé à la Banque Nationale ; il est géré provisoirement par l'Administration de la Trésorerie ; en attendant qu'une solution intervienne, aucune somme n'est portée de ce chef au budget.

ART. 50. — Intérêts d'obligations de sociétés d'armement maritime.

Ces obligations sont les suivantes :

I. — ASSOCIATION MARITIME BELGE.

En exécution de l'article 13 de la loi du 18 août 1907 (Budget extraordinaire), l'État a souscrit au pair un capital nominal de 500,000 francs en obligations à 3 %, de cette Société, remboursables au pair dans un délai de 25 ans prenant cours le 31 décembre 1907. — Le paiement des titres n'ayant été effectué que le 27 mars 1908, il sera tenu compte à la Société débitrice, lors de l'encaissement du coupon annuel échéant le 31 décembre 1908, d'une somme de 3,625 francs représentant les intérêts sur le capital de 500,000 francs du 1^{er} janvier au 27 mars 1908 inclusivement. — Capital à amortir au 31 décembre 1908 : 13,500 francs.

II. — COMPAGNIE « OCEAN » (art. 1^{er} de la dite loi).

Souscription au pair d'un capital nominal de 2,000,000 francs à 3 % en 1,000 obligations de 2,000 francs chacune remboursables au pair dans un délai de 20 ans prenant cours le 1^{er} janvier 1914. — Paiement des titres effectué le 1^{er} septembre 1908 ; somme à déduire de la contre-valeur des coupons annuels à l'échéance du 31 décembre 1908 : fr. 40,166,67 (intérêts à 3 % sur le capital de 2,000,000 francs du 1^{er} janvier au 1^{er} septembre 1908).

III. — COMPAGNIE ROYALE BELGO-ARGENTINE (art. 2 de la dite loi).

Souscription au pair d'un capital nominal de 2,000,000 de francs à 3 % en 2,000 obligations de 1,000 francs chacune, remboursables au pair dans un délai de 20 ans prenant cours le 1^{er} juin 1919 (le 1^{er} janvier 1916 d'après la convention et le tableau d'amortissement). Paiement des titres effectué le 1^{er} juin 1908 ; intérêts à payer à cette date par la Compagnie : 3 % sur 2,000,000 de francs, du 2 juin inclusivement au 31 octobre 1908, soit fr. 34,833.33.

IV. — COMPAGNIE NATIONALE BELGE DE TRANSPORTS MARITIMES (Article 3 de la dite loi.)

Souscription au pair d'un capital nominal de 1,000,000 de francs à 3 % en 1,000 obligations de 1,000 francs chacune, remboursables au pair dans un délai

de vingt ans prenant cours le 1^{er} janvier 1916. Paiement des titres effectué le 28 septembre 1907; intérêts payés au Trésor pour 1907 : 2,750 francs (33 jours : du 29 septembre au 31 octobre 1907). Somme à recevoir pour 1908 : contre-valeur des coupons à l'échéance du 31 octobre, soit 30,000 francs.

CHAPITRE IV.

REMBOURSEMENTS.

Recette prévue : 81,102,724 francs contre fr. 21,207.24 portés pour l'exercice antérieur.

Comme l'indique le titre de ce chapitre, la majoration des recettes a pour cause une augmentation des dépenses portées dans divers tableaux du budget. Elle résulte, à concurrence de 45 millions de francs, de l'intervention des provinces et des communes dans le paiement des pensions de vieillesse, paiement qui entraîne une dépense de 120 millions de francs inscrite au tableau du Ministère de l'Industrie.

DEUXIÈME SECTION — RECETTES EXCEPTIONNELLES.

CHAPITRE V.

ART. 69. — *Impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerres :*
75,000,000 de francs.

Le produit de cet impôt fut porté pour 100 millions au budget de 1919 (art. 68) et pour 300 millions au budget de 1920 (art. 66). Suivant les données de la comptabilité il s'est élevé à fr. 47,293,000.32 pour l'exercice 1919 arrêté au 31 décembre 1920 et à fr. 83,850,649.87 pour l'exercice 1920 jusqu'à la date du 30 avril 1920 ⁽¹⁾.

Toutefois ces derniers chiffres qui laissent une impression de mécompte, doivent être complétés par les déclarations que M. le Ministre des Finances a récemment apportées à la Chambre. Il en résulte que le montant des cotisations établies à la date du 30 avril 1921 s'élève à 670 millions. Mais cotisation n'équivaut pas à perception : l'Administration prévoit un déchet de 190 millions. Malgré ce déchet, les prévisions budgétaires seraient, dans l'ensemble, dépassées. La totalité des recouvrements opérés atteint actuellement 250 millions.

Restent plus de 46,000 cotisations à fixer : le produit de celles qui seront établies après le 31 octobre 1921 sera versé au compte des Voies et Moyens du présent exercice.

(1) MONITEUR p. 4215, An. p. 1334, col. 2.

ART. 70. — Impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels :

125,000,000 de francs.

Chiffre fort aléatoire, comme le montrent les renseignements suivants, que nous transmet l'Administration :

« Le travail d'établissement des cotisations dudit impôt étant mené de pair avec le règlement des impositions à la taxe professionnelle, n'est pas encore assez avancé, pour pouvoir faire l'objet d'un rapport quant au rendement de la contribution. A la date du 30 avril dernier, les cotisations comprises dans les rôles, s'élevaient à près de quatre millions et les recouvrements effectués atteignaient environ six millions et demi, des redevables ayant versé des sommes à valoir sur le montant de leurs impositions. »

L'ère des bénéfices exceptionnels s'est fermée plus tôt qu'on ne s'y attendait.

Déjà l'exercice 1920 a vu fondre, durant le second semestre, les profits réalisés pendant les premiers mois. Quant à l'année en cours, caractérisée par la baisse, la mévente et le chômage, elle laissera de lourdes pertes et très peu de bénéfices passibles de l'impôt spécial.

Si cet impôt ne produisait pas un rendement considérable, la Chambre devrait peser, d'autre part, les inconvénients qu'il présente au point de vue du développement de l'industrie, et décider si, en fin de compte, il n'est pas plus nuisible qu'utile aux finances publiques.

ART. 71. — Produit du butin de guerre : 20,000,000 de francs.

On l'estimait 200 millions en 1919 et 80 millions en 1920. Les documents comptables établissent une recette de fr. 63,309,930,80 pour l'exercice 1919 arrêté au 31 décembre 1920, et de 80,000,000 de francs pour l'exercice 1920 arrêté au 1^{er} janvier 1921. L'exercice en cours verra encaisser la dernière tranche de cette recette.

ART. 71^{bis}. — Vente de navires allemands attribués à la Belgique :

32,000,000 de francs (1).

Il s'agit des navires désignés ci-après :

Noms.	Tonnage brut.
<i>Général Leman</i>	946
<i>Feronia</i>	691
<i>Clara Blumenfeld</i>	2,299
<i>Adeline Hugo Stinnes</i>	2,661
<i>Bremen</i>	1,639

(1) Amendement présenté par le Gouvernement. Document n° 298.

Noms.	Tonnage brut.
<i>Joachim Zelck</i>	2,152
<i>Albert Killing.</i>	2,486
<i>Turin</i>	1,756
<i>Edea</i>	2,486
<i>Barmen I.</i>	999
<i>Barmen II</i>	1,523
<i>Herzog Johann Albrecht</i>	1,129
<i>Arabia.</i>	4,403
<i>Pyrgos.</i>	3,588
<i>Sydney</i>	5,894
<i>Marksburg</i>	4,320
<i>Ehrenfels</i>	4,450
<i>Kybfels</i>	5,049
<i>Arnold.</i>	1,196
<i>Peterhof</i>	1,459
<i>Greiffenfels</i>	5,802
<i>Sonnenfels</i>	5,854
<i>Itauri</i>	9,030
<i>Erfurt.</i>	7,853
<i>Minerva</i>	1,320
<i>Clara Zelck</i>	2,105
<i>Weisfeufelde</i>	3,834
<i>Weser.</i>	1,027
<i>Liberia</i>	3,991
<i>Mars</i>	2,568
<i>Altona.</i>	1,776
<i>Julius Zelck</i>	2,068
<i>Osiris</i>	5,952
<i>Parma (voilier)</i>	3,091
TOTAL . . .	108,395

Ainsi qu'on le remarquera, cette liste indique le tonnage brut des navires en question.

Quant au degré de vétusté dans lequel certains d'entre eux se trouvent, il est assez difficile de se prononcer à cet égard.

Il faudrait, pour s'en rendre compte, faire passer ces navires en cale sèche, ce qui n'est pas faisable à cause du temps considérable que cela prendrait et des frais élevés qui en résulteraient.

Il n'est pas douteux cependant que certaines des unités qui nous ont été allouées doivent se trouver dans un état plutôt précaire, n'ayant pas été employées depuis la guerre.

La somme de 32 millions citée dans le projet de budget tient compte de cet état de chose, puisque c'est le montant de la dernière offre faite par les Armateurs qui ont pu se rendre compte, sur place, de l'état des unités.

ART. 72. — *Produit de la vente du matériel et des stocks de l'armée :*

500,000 francs.

Les deux exercices antérieurs ont fourni respectivement pour cet article, d'après les comptes arrêtés au 31 décembre 1921, fr. 42,611,224.65 et 26,000,000 de francs.

Il convient de hâter la fin de ces réalisations, dont le montant est fortement réduit par les frais du nombreux personnel qui en est chargé. De plus, la longue durée des opérations expose les stocks à des pillages dont on cite de nombreux exemples.

L'examen des quatre articles qui précèdent montrent que, pour l'avenir, on ne peut guère compter sur les recettes qui s'y trouvent inscrites.

ART. 73. — *Remboursement par l'Allemagne des frais des troupes belges d'occupation : 90,000,000 de francs.*

Les comptes des exercices antérieurs ne signalent aucune recette du chef de ce remboursement. Il faudra en imputer le montant sur la masse des prestations qui seront fournies par l'Allemagne (Voir lettre de M. le Ministre des Finances. Annexe IV du rapport général).

ART. 75. — *Prélèvement sur la contre-valeur des livraisons allemandes en 1921 :*

300,000,000 de francs.

Ce prélèvement, qui est destiné à compenser les charges inscrites au budget de la Dette publique pour l'exercice 1921, du chef des dépenses de réparations, a été calculé en se basant, d'une part, sur l'augmentation en 1921 des crédits proposés comparativement à ceux alloués en 1914 pour le service de la Dette proprement dite, et d'autre part, sur l'ensemble des déficits tels qu'ils résultent des budgets votés pour 1919 et 1920 et de celui proposés pour 1921.

Toutefois, le déficit pour 1921 n'a été porté en compte que pour la moitié de son montant, étant donné que les capitaux destinés à y faire face ne doivent être empruntés qu'à mesure des besoins.

Les chiffres mis en œuvre se présentent comme il suit :

Charges de la dette proprement dite (chapitre I^{er}) :

En 1914 fr. 177,035,003

En 1921 803,908,986

DIFFÉRENCE EN PLUS. . . fr. 626,873,983

Déficits.

	Déficit total.	Part de l'Allemagne.	Part de la Belgique.
1919	6,406,686,878	2,426,500,000	3,980,186,878
1920	5,588,746,748	4,780,500,000	808,246,748
1921 1/2	2,290,811,690	1,231,406,670	1,059,405,017
TOTAL fr.	13,986,245,316	8,438,406,670	5,547,838,643
	14 milliards	8/14	6/14

Part de l'Allemagne : 8/14 soit 358,400,000 (1).

Part de la Belgique : 6/14 soit 268,800,000.

TROISIÈME SECTION. — REVENUS EXTRAORDINAIRES.

CHAPITRE VI.

Les articles 76, 77 et 78, d'un import total de 26,650,000 francs, correspondent à diverses recettes de capitaux : quant à la liquidation des stocks rachetés par le Gouvernement (art. 77), les opérations visées sont terminées; elles ont été faites par l'office de liquidation du Comité National (*Moniteur* du 30 janvier 1920, p. 805).

L'article 79, — Produit de la vente d'articles de ravitaillement — doit être transféré au budget spécial de la régie du ravitaillement.

(1) Cette somme a été réduite à 300 millions pour l'évaluation à inscrire au Budget des Voies et Moyens, il y a donc une certaine marge pour tenir compte des crédits qui n'auraient pas été dépensés.

QUATRIÈME SECTION. — RECETTES DE RÉPARATION.

CHAPITRE VII.

Les articles 80 et 81, portés pour 25 et 10 millions, comportent des remboursements d'avances, faites, sous diverses formes, par l'État, aux communes et aux particuliers qui ont subi des dommages de guerre.

ART. 84. — *Solde des livraisons allemandes en 1921 :*

261,000,000 de francs.

Les prévisions relatives aux prestations de l'Allemagne forment donc un total de :

Article 73	fr. 90,000,000
id. 75	300,000,000
id. 84	261,000,000
ENSEMBLE	fr. 654,000,000

« Que toucherons-nous » disait M. le Ministre des Finances dans son discours du 23 mai, « grâce au 8 % qui constituent notre part des versements imposés à l'Allemagne? La première année 240 à 270 millions de marks-or, soit, au cours actuel, 660 à 740 millions de francs » ⁽¹⁾. On le voit, les prévisions budgétaires s'accordent avec cette évaluation, en tenant compte de la part inévitable d'incertitude, et notamment des aléas du change.

Résumons :

Les recettes à provenir des *impôts* sont évaluées 1152 millions.

Si, pour certaines branches de l'impôt sur le revenu, l'on doit craindre des mécomptes, d'autre part la contribution personnelle, la taxe sur les véhicules, les douanes et accises, l'enregistrement et les recettes diversés donneront certainement des plus-values. On peut donc s'en tenir au chiffre ci-dessus.

Au chapitre des *péages*, ne restent inscrits que quatre articles, d'un import total de 3 millions.

Les *capitaux et revenus* produiront 78 millions et les remboursements 81 millions, ce qui porte le total des **recettes ordinaires** à **1314 millions**.

Parmi les **recettes exceptionnelles**, il faut distinguer. Considérons

⁽¹⁾ *Ann. parl.* p. 1337.

celles qui doivent être produites par le pays même : impôts sur les bénéfices de guerre et sur les bénéfices exceptionnels, butin de guerre. Le total en est de **252 millions**. Mais ce chiffre devra subir un déchet du chef de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels.

Pas n'est besoin de tenir compte des recettes extraordinaires, qui ne peuvent servir à balancer nos dépenses annuelles et permanentes.

Restent les **prestations allemandes** inscrites, partie parmi les recettes exceptionnelles, partie parmi les recettes de réparation, pour **651 millions**.

Total général des recettes utilisables comme contre-partie des dépenses annuelles et permanentes : **2,217 millions**.

Il y a lieu d'espérer, si la Belgique reste fidèle à la loi de progrès qu'elle a toujours suivie, que ces ressources augmenteront d'année en année. Mais l'accroissement des recettes ordinaires devra d'abord compenser le déficit des recettes exceptionnelles, qui vont disparaître en grande partie.

Une étude approfondie des prévisions de dépenses a fait fixer nos charges annuelles et permanentes, pour une longue suite d'années, à 3 1/2 milliards. Sans doute on pourrait déduire de cette somme les réductions à venir sur les dépenses militaires et la part du service de la Dette publique que la régie du chemin de fer devrait assumer. Mais, d'autre part, les charges de la dette s'accroîtront du service de nouveaux emprunts.

Entre le montant constaté des recettes et le chiffre probable des dépenses, l'écart est donc de 1,300 millions.

A l'Allemagne incombe le devoir de combler une grande partie de cette insuffisance. « On peut estimer, sans optimisme exagéré » disait M. le Ministre des Finances, à la séance du 25 mai dernier, « que, dans cinq, six, sept ans, l'annuité totale à payer par l'Allemagne atteindra six milliards de marcs-or; notre part vaudrait alors 480 millions de marcs-or..... Lorsque l'annuité allemande atteindra son maximum, notre part sera de 640 millions de marc-or ». Mais que vaudra le marc-or? ajoutait-il. Au cours actuel, cela ferait 1,900 millions, au lieu des 631 millions prévus pour cette année), mais tout relèvement de la devise belge diminuera l'efficacité des paiements en marcs-or, au point de vue de notre équilibre budgétaire. Problème insoluble, si l'on veut une conclusion scientifique et précise; mais, problème qui exige cependant une solution d'ordre pratique.

En ajoutant aux recettes que le pays fournit un supplément de 500 millions, on résoudrait la difficulté dans la mesure qu'il est possible de déterminer actuellement. La part du pays dans la production des recettes s'élèverait à deux milliards, celle de l'Allemagne serait comptée pour un chiffre moyen de 1,500 millions par année. L'avenir seul pourra indiquer les corrections qu'il conviendrait d'apporter à ce plan financier.

Le Rapporteur,
MAURICE HOUTART.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

ANNEXE

Eaux-de-vie. — Production et

		1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
		H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°
Fabrication indigène.	Quantités légalement constatées.	566,284	588,435	587,822	534,370	584,731	628,431	546,471	(1) 592,615	593,341	678,456	716,951	736,905	637,165
	Excédents indemnes sous l'ancien régime (8 % des quantités légalement constatées) .	45,303	47,081	47,026	46,720	46,716	50,272	43,712	31,600	„	„	„	„	„
Total de la production		611,587	635,516	634,848	631,090	631,507	678,703	590,183	624,215	593,311	678,456	716,951	736,905	637,165
Importations		15,050	16,429	16,309	16,020	18,041	18,286	17,642	12,473	12,484	12,297	13,960	17,837	11,850
TOTAUX.		626,637	651,945	651,157	647,110	649,548	696,989	607,825	636,688	605,825	690,753	730,911	754,742	669,015
Exportations avec décharges des droits.		17,418	10,202	9,708	4,302	4,133	4,764	3,740	2,972	26,161	109,868	83,567	54,349	32,287
Reste pour la consommation		609,219	641,743	641,449	642,808	645,095	692,225	604,085	633,716	579,664	581,885	647,344	696,393	616,728
Quantités utilisées à des usages industriels (2)		15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	20,017	26,368	40,129
Quantités destinées à la consommation humaine		594,219	626,743	626,449	627,808	630,095	677,225	589,085	618,716	564,664	566,885	627,327	670,025	576,599
Population (3).		6,069,321	6,129,054	6,189,375	6,250,289	6,311,803	6,373,312	6,436,653	6,500,001	6,563,973	6,628,573	6,693,410	6,759,690	6,826,219
Consommation présumée par habitant (4). (Nombre de litres)		9 lit. 79	10 lit. 22	10 lit. 12	10 lit. 04	9 lit. 98	10 lit. 62	9 lit. 45	9 lit. 51	8 lit. 60	8 lit. 55	9 lit. 37	9 lit. 91	8 lit. 45
		10 lit. 03					9 lit. 76			8 lit. 98				

(1) Dont 398,203 hectolitres produits sous le régime antérieur à la loi du 15 avril 1896 et 197,442 sous le nouveau régime.

(2) Antérieurement à la loi de 1896, il n'était pas accordé décharge de l'accise pour les alcools utilisés à des usages industriels; après enquête, on a évalué à 15,000 hectolitres la quantité d'alcool employée annuellement à ces usages antérieurement à 1897. En 1897, la quantité utilisée avec décharge de l'accise par les industries employant de l'alcool a été de 10,000 hectolitres environ. On estime que la différence de 5,000 hectolitres a continué d'être utilisée sans décharge des droits; cette quantité est comprise dans les chiffres mentionnés pour les années 1897 à 191.

consommation de 1890 à 1920.

1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920
H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°	H. à 50°
492,213	688,034	618,726	636,503	667,830	720,626	697,037	710,871	738,613	835,601	736,664	447,725	262,401	169,231	99,883	103,915	139,779	293,103
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
492,213	688,034	618,726	626,863	667,630	620,626	697,037	710,871	738,613	835,601	736,664	447,725	262,401	169,231	99,883	103,915	139,779	293,103
10,471	10,622	12,316	12,784	14,058	15,142	17,736	23,806	15,806	17,942	18,079	6,899	3,732	13,644	618	"	13,366	52,309 (5)
802,684	668,626	631,042	649,287	681,688	735,768	714,773	734,677	754,449	853,513	754,743	454,624	266,136	182,875	100,501	103,915	153,145	345,502
67,413	161,400	128,101	127,809	198,310	88,832	72,687	94,701	56,900	36,971	111,686	20,877	18,553	2,499	3,072	"	24,392	13,168 (5)
435,271	807,356	802,941	821,478	573,378	649,916	642,086	639,976	697,489	817,572	623,087	421,747	247,583	180,376	97,429	103,915	123,753	332,331
65,172	94,296	96,358	112,207	173,150	231,137	240,146	251,051	288,921	332,241	200,686	162,700	34,462	25,186	23,701	20,884	85,612	141,665
370,099	412,266	406,583	409,181	400,228	418,779	401,940	388,025	408,538	485,331	422,401	262,047	213,222	154,890	73,728	83,031	43,141	190,669
6,893,103	6,961,248	7,029,761	7,095,948	7,168,816	7,239,371	7,310,621	7,423,784	7,501,024	7,579,068	7,657,924	7,737,600	7,800,000	7,800,000	7,800,000	7,800,000	7,800,000	7,800,000
5 lit. 37	5 lit. 94	5 lit. 78	5 lit. 76	5 lit. 58	5 lit. 78	5 lit. 50	5 lit. 23	5 lit. 45	6 lit. 40	5 lit. 52	3 lit. 38	3 lit. 04	2 lit. 21	1 lit. 05	1 lit. 18	0 lit. 57	2 lit. 50
5 lit. 69				5 lit. 67				3 lit. 04									

(3) La population de 1890, de 1900 et de 1910 s'entend de la population de droit accusée par le recensement décennal. Pour les autres années, la population a été établie d'après une progression constante résultant des chiffres de 1890, de 1900 et de 1910.

(4) La réalité ne répond à cette présomption que pour autant que le stock existant au 1^{er} janvier n'ait subi ni augmentation ni réduction dans le courant de l'année.

(5) Chiffre provisoire.

Recettes perçues du chef des droits sur l'alcool.

	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920
Droits d'entrée . . fr.	3,716,486	4,967,581	833,594	3,422,846	166,024	12,738	12,017,076	48,553,387
Droits d'accise . . .	76,939,688	56,230,841	43,882,828	33,384,443	15,171,807	14,467,661	18,351,198	83,739,080
TOTAUX . . fr.	80,686,174	61,198,422	44,816,422	38,807,289	15,337,831	14,480,399	30,368,274	132,292,477

Procès-verbaux pour contraventions de la législation sur l'alcool.

PROVINCES.	Nombre de procès-verbaux rédigés pour distillation clandestine d'alcool.		Nombre de procès-verbaux rédigés pour infractions à la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool.	
	En 1919.	En 1920.	En 1919.	En 1920.
Anvers	124	29	83	687
Brabant	311	119	176	908
Flandre occidentale . . .	25	5	14	267
Flandre orientale	229	35	78	753
Hainaut	43	17	269	943
Liège	23	4	64	597
Limbourg	26	—	21	207
Luxembourg	—	1	16	234
Namur	8	—	63	387
TOTAUX . . .	789	210	784	4,953

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA COMMISSION DU BUDGET

Tableau XIX. — Votes et Moyens.

Supprimer les articles suivants :

Première Section. — Recettes ordinaires.

CHAPITRE II.

Péages.

ART. 22. — Chemin de fer	fr. 1,050,000,000 »
ART. 23. — Télégraphes et Téléphones	48,225,000 »
ART. 24. — Postes	62,068,850 »
ART. 25. — Produit du service des bateaux à vapeur entre Ostende et Douvres.	8,000,000 »
ART. 26. — Produit du passage d'eau d'Anvers à la Tête- de-Flandre	575,000 »
ART. 27. — Produit du service de transports par eaux intérieures	34,360,000 »

CHAPITRE III.

Capitaux et Revenus.

ART. 39. — Produit des actes des commissariats mari- times	fr. 180,000 »
ART. 40. — Produit des droits de pilotage et de remorque	4,150,000 »
ART. 41. — Produit des droits d'écluse	300 »

Troisième Section. — Recettes extraordinaires.

CHAPITRE VI.

ART. 79. — Produit de la vente d'articles de ravitaille- ment.	fr. 1,665,524,000 »
---	---------------------

Première Section. — Recettes ordinaires.**CHAPITRE IV.****Remboursements.****Ajouter un article nouveau :**

ART. 68^{bis} (nouveau). — *Prélèvement sur le Budget des Régies de la part qui lui incombe dans les charges de la Dette publique portées au Budget ordinaire . . . fr.* 164,000,000 »

NOTE

Charges financières des Régies fr.	150,000,000 »
Pensions des Régies	<u>14,000,000 »</u>
	<u>164,000,000 »</u>

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 JUNI 1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
VOOR HET DIENSTJAAR 1921 (1).

TABEL XIX. — 'S LANDS MIDDELEN.

VERSLAG

NAMENS DE BEGROOTINGSCOMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

De Begrootingscommissie stelt u voor, de Begrooting van 's Lands Middelen aan te nemen.

Deze is in vier sectiën ingediend.

De eerste bevat de *gewone ontvangsten* : belastingen, tolgelden, kapitalen en inkomsten, terugbetalingen. Van deze klasse dienen te worden afgetrokken om, krachtens eene beslissing die u ter goedkeuring zal worden voorgelegd, te worden gevoegd bij eene bijzondere begrooting, de inkomsten opgebracht door de Spoorwegen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en het Zeewezen.

In de tweede sectie zijn voorzien de *uitzonderlijke ontvangsten* welke, evenals de uitgaven van denzelfden aard, bij de Gewone Begrooting behooren. Zij zijn het gevolg van de abnormale omstandigheden, door den oorlog in het leven geroepen.

De *buitengewone ontvangsten*, welke de derde sectie uitmaken, zijn van een

(1) Begrooting, n^o 101.

Algemeen Verslag, n^o 261.

(2) Samenstelling van de Begrootingscommissie :

a) De leden van de **Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen** : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans;

b) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : de heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Bue.

anderen aard : zij bestaan uit kapitalen welke voortkomen van het vervreemden van onroerende goederen of koopwaren.

De vierde sectie vermeldt de ontvangsten van *herstel*, welke moeten opwegen — in onvoldoende mate, het is maar al te waar — tegen de krachtens de vredesverdragende terugvorderbare uitgaven.

EERSTE SECTIE. — GEWONE ONTVANGSTEN.

EERSTE HOOFDSTUK.

BELASTINGEN.

Rechtstreeksche belastingen.

EERSTE ARTIKEL. — Cedulaire belastingen op de inkomsten :
305,000,000 frank.

Deze ontvangst, de aanzienlijkste welke de rechtstreeksche belasting opbrengt, is van drievoudigen oorsprong :

A. — GRONDBELASTING : 75,000,000 frank.

Deze raming bedraagt 15,000,000 frank meer dan het cijfer voorzien voor 1920. Het kadastraal inkomen van al de gebouwde en niet gebouwde eigendommen bedraagt 1,500 miljoen. De grondbelasting, immers, is bepaald op 10 t. h. van het kadastraal inkomen en vijf tienden van dat procent komen ten goede aan de provinciën en de gemeenten. De totale inning zou dus, volgens de ramingen, tot 150 miljoen frank beloopten.

Voor het dienstjaar 1920 was er, op 30 Augustus II., slechts een totaalbedrag van 18,300,000 frank binnengekomen. Over dezen weinig bevredigenden uitslag werd door den Minister van Financiën uitleg gegeven ⁽¹⁾; op dien datum waren de rollen voor 80 miljoen frank invorderbaar verklaard.

Volgens de ramingen van het Bestuur der belastingen zou dus de herziening der kadastrale inkomsten, voorgeschreven bij artikel 6 der wet van 23 October 1919, op eene vermeerdering van 25 t. h. wijzen (1,500,000,000 frank tegen 1,200,000,000 frank voor het jaar 1921).

In verband hiermede, hebben verscheidene leden bezwaren ingebracht tegen de wijze, waarop het kadastraal inkomen wordt bepaald, en gewezen op de overdrijvingen die er soms het gevolg van zijn. Deze aanmerkingen gaven aanleiding tot het volgende, door de Regeering overgelegde antwoord :

« Zooals werd uiteengezet op 24 Mei II. (*Gedrukte stukken*, bl. 372), ter beantwoording van eene door den heer Vanden Kerckhove, Volksvertegenwoordiger,

(1) *Handelingen*, Zittingsjaar 1920-1921, bladz. 1334.

gestelde vraag, indien, voor een bepaald geval, het belastbaar inkomen door deze manier van schatten, krachtens artikel 84 der samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920, bekomen, het werkelijk inkomen overschreed, zou het den belanghebbende volstaan, de aandacht van den provincialen bestuurder der belastingen op het feit te vestigen; deze doet uitspraak bij eene met reden omkleede beslissing waarvan men in beroep kan komen bij het Hof van Beroep. »

Laten wij hier herinneren dat, in 1914, het totaalbedrag der inkomsten, voortkomende van de grondeigendommen, op 916 millioen frank ⁽¹⁾ geschat werd, wat drie vijfden vertegenwoordigt van de huidige raming. Deze grondslag van belasting dus, de meest bestendige nochtans onder de rechtstreeksche belastingen, is onderhevig aan afwijkingen die een zeer werkelijken invloed kunnen uitoefenen op de Begrooting. Welk zou, inzonderheid, het uitwerksel zijn van eene waardevermeerdering van den Belgischen frank op het bedrag, uit te trekken als opbrengst der grondbelasting? Een merkelijke vermindering en, bijgevolg, moeilijkheden in zake begrooting.

B. — BELASTING OP ROERENDE ZAKEN : 100,000,000 frank.

In 1920 waren voorzien : 75,000,000 frank op eene totale ontvangst geraamd op 112 millioen frank, het verschil ten goede komende aan provinciën en gemeenten. Op 30 April waren 70,000,000 frank binnengekomen, doch in den loop van 1921 ⁽²⁾ moeten nog belangrijke sommen geïnd worden, welke bij het dienstjaar 1920 behooren.

Mag men hopen dat, spijs de voortdurende crisis onzer nijverheid, de ontvangsten over het dienstjaar 1921, 30 t. h. meer zullen bedragen dan die van 1920? Wij vreezen dat deze berekening slecht zal uitvallen, tenzij de ramingen van het vorige jaar beneden de werkelijkheid bleven.

Ter beantwoording van eene vraag betreffende de grondslagen der ramingen, leverde het Bestuur de volgende inlichtingen :

De ramingen voor 1921 van de onderscheidene soorten van aan heffing onderworpen inkomsten (publieke fondsen, aandeelen en obligatiën, enz.) werden vastgesteld overeenkomstig de aanduidingen van onderstaande tabel :

Aanduiding der belastbare inkomsten.	Bedrag der inkomsten.
Inkomsten van aandeelen of obligatiën in de Belgische vennootschappen op aandeelen :	
Dividenden voortkomende van winst gemaakt in inrichtingen gevestigd :	
a) Hier te lande fr.	400,000,000
b) In den vreemde of in de Kolonie	100,000,000
Interesten der obligatiën	225,000,000
Interesten der publieke fondsen	750,000,000
Interesten van het kapitaal belegd in de nijverheids- of landbouwondernemingen welke niet door vennootschappen op aandeelen beheerd worden	250,000,000
Interesten der bewaargevingen en schuldvorderingen, behalve van obligatiën	200,000,000
Inkomsten van bewaargevingen in de Spaarkas	30,000,000
Inkomsten van buitenlandsche titels	150,000,000

⁽¹⁾ Verg. Clavier : *La fortune belge à la veille de la guerre*, bl. 45.

⁽²⁾ *Handelingen*, bl. 1334.

Het Bestuur bezit geen nauwkeurige inlichtingen omtrent de inkomsten, in 1920 aan de heffing onderworpen. De ramingen voor dit jaar werden bepaald volgens de in de desbetreffende tabel voorkomende gegevens, behalve wat betreft de op 175 miljoen geschatte interesten der obligatiën en de interesten der publieke fondsen, geraamd op 600 miljoen.

Onderstaande tabel, opgemaakt door het Bestuur der Thesaurie en der Openbare Schuld, geeft de gevraagde inlichtingen, wat betreft het bedrag der van de belasting op roerende zaken vrijgestelde inkomsten.

Tabel der interesten met vervaldag in 1920 en 1921, welke vrij zijn van belasting op roerende zaken.

AARD DER SCHULDEN.	Wetten waarbij tot vrijstelling van belasting wordt gemachtigd.	Bedrag der interesten.	
		Jaar 1920.	Jaar 1921.
A. — <i>Schulden binnenlands.</i>			
Leening 5. t. h. van 's Lands Herstel	16 Maart 1921	80,780 000	81,660,000
Binnenlandsche leening 5 t. h. met premie	27 Januari 1920	58,650 000	117,100,000
Leening 4 t. h. met loten van het Verbond der Cooperativen voor Oorlogsschade	2 Januari 1920	»	»
Schatkistbons disconto 5 t. h.	27 Januari 1920	36,775,000	77,500,000 (1)
		<u>176,205,000</u>	<u>276,260,000</u>
B. — <i>Schulden buitenlands.</i>			
Leening 7 1/2 van \$ 50,000,000 van 1920	16 Maart en 24 October 1919	\$ 1,875,000	\$ 3,675,000
Leening 8 t. h. van \$ 30,000,000 van 1921	id.	»	1,185,000
Schatkistbons uitgegeven in de Vereenigde Staten	id.	3,040,000	3,820,000
Schatkistbons uitgegeven in Engeland	id.	£ 392,000	£ 606,000

C. — BEDRIJFSBELASTING : 130,000,000 frank.

Tegen 100,000,000 frank voorzien in 1920.

De voor 1921 gedane inningen in zake de bedrijfsbelasting, afgehouden op de belastbare inkomsten, bedroegen op 30 April 11. 12 miljoen, maar feitelijk hadden zij slechts betrekking op de eerste drie maanden van het jaar.

Aan gemelde belasting wordt immers eerst voldaan binnen twee weken volgende op het verstrijken der maand gedurende dewelke de inkomsten werden uitbetaald. Het maandelijch bedrag der belastingen, geheven op wedden, loonen, pensioenen, enz., mag dus geraamd worden op 4 miljoen frank, d. i. 2 miljoen voor het aandeel van den Staat.

(1) Bedrag der interesten van de gedisconteerde Schatkistbons uitgegeven op 31 Mei 1921; de vermoedelijke geheele uitgave voor 1921 voor de interesten der Bons, die zullen worden uitgegeven tot op 31 December 1921, wordt geschat op 151 miljoen frank.

Het is niet mogelijk eenige inlichting te verstrekken in zake de bedrijfsbelasting op de nijverheids-, handels- of landbouwondernemingen, evenmin als in zake de supertaxe, aangezien de aanslagverrichtingen thans nog aan den gang zijn. Het totaalbedrag der op 30 April 11. invorderbaar verklaarde rollen bedroeg, voor de eerste vier belastingen, 13 millioen ongeveer en, voor de tweede, 25 millioen in ronde cijfers.

In zijne rede van 25 Maart 11. drong de Minister van Financiën aan op de moeilijkheden welke het Bestuur heeft ondervonden bij de toepassing van het nieuw fiscaal stelsel. Die moeilijkheden waren voorzien; bij de debatten, die aan het aannemen der fiscale wetten voorafgingen, hebben tal van redenaars er op gewezen. Al moet men erkennen dat zij onvermijdelijk waren, toch kan men zich niet weerhouden de onzekerheid te betreuren, die nog steeds heerscht wat betreft de opbrengst der rechtstreeksche belastingen, onzekerheid welke het vraagstuk van het begrootingsevenwicht bemoeilijkt.

Uit een bijzonder oogpunt gaf de bedrijfsbelasting aanleiding tot de volgende aanmerking : sommige leden hebben er op gewezen dat zij afgehouden wordt van de wedden der ambtenaren van sommige ministeriën, doch niet van al de Departementen. Op eene desaangaande gestelde vraag werd geantwoord :

« De bedrijfsbelasting wordt in al de Departementen afgehouden.

» Alleen de dienst voor de betaling van de wedde der gemeenteonderwijzers deed gezegde afhouding niet.

» Bij omzendbrief van 29 April 11., n° 25731, drong de Minister van Financiën bij het Departement van Wetenschappen en Kunsten aan, opdat de wet door voormelden dienst zonder langer verwijl toegepast worde. Onlangs nog deed het nieuwe stappen in dien zin. »

Er dient te worden aangedrongen, opdat een algemeene regel in dezen zin nageleefd worde. Het is voldoende bekend hoe een ongelijke behandeling der ambtenaren aanleiding tot klachten en moeilijkheden geeft.

ART. 2. — *Bijkomende inkomstbelasting (supertaxe) : 140,000,000 frank.*

Vermeerdering van 10 millioen op de raming van 1920, op grond, zegt men, « van de toeneming der aan cedulaire belasting onderhevige inkomsten en van de vermeerdering van de bijdrage der groote inkomsten. » De eerste dezer redenen kan betwist worden ten gevolge van den plotseligen stilstand van eene welvaart, die men duurzaam waande.

Evenzeer als voor de bedrijfsbelasting, zooniet meer nog, zijn wij op dit gebied van vaste gegevens verstoken. De tot nog toe als supertaxe geïnde ontvangsten zijn onbeduidend : fr. 10,836,654.42, op 3. Mei 1921 ⁽¹⁾.

(1) *Staatsblad*, 22 Mei 1921, bladz. 4213.

De Minister van Financiën liet ons nochtans weten dat de verrichtingen tot nazicht der aangiften met zulk een spoed worden doorgezet, dat de uitslagen eerlang zullen kunnen vastgesteld worden. Den 30^e April, terwijl 267,000 biljetten op 1,400,000 waren nagezien, waren, voor meer dan 28 miljoen, rollen betreffende de supertaxe opgemaakt geworden. Had het nazicht betrekking op aangiften van allen aard, dan worden de ramingen door dien eersten uitslag bijna gebillijkt.

Men deed opmerken dat de aangiftebiljetten moeilijk te begrijpen zijn en voor tal van belastingschuldigen. Te veel zaken staan er bijeen. De witte ruimten voor het inschrijven der cijfers zijn te klein.

Op deze aanmerking antwoordde de Minister van Financiën :

« De inlichtingen, die moeten opgegeven worden op de aangiftebiljetten voor de belastingen op het inkomen, zijn volstrekt onmisbaar om den aanslag vast te stellen.

» Aan de hand van de opgedane ondervinding, is het Bestuur voornemens de bestaande formulieren zoodanig te wijzigen dat zij duidelijker zijn en meer ruimte laten voor de in te schrijven cijfers.

» Een model van bijzondere aangifte werd opgemaakt voor de vennootschappen, hetgeen de biljetten voor de gewone belastingschuldigen zal vereenvoudigen. »

ART. 3. — *Personeele belasting uit hoofde der dienstboden en paarden.*

Hoofdsom : 1,739,100 frank.

15 opcentiemen : 260,900 frank.

ART. 4. — *Belastingen op de automobielen en andere motorvoertuigen : 2,500,000 frank.*

Deze beide belastingen brachten, in 1920, 11,500,000 frank op.

Bovenstaande ramingen blijven dus beneden de vermoedelijke opbrengst en zouden mogen vermeerderd worden met 7,000,000 frank. ⁽¹⁾

ART. 5. — *Belasting op de vertooningen en andere openbare vermakelijkheden : 15,000,000 frank.*

De belasting op de vertooningen brengt, voor het dienstjaar 1920, 23 miljoen op, ongeveer, dit is 13 miljoen voor het aandeel van den Staat. Wat de ontvangsten over het eerste kwartaal 1921 betreft, zij beliepen tot een benaderend bedrag van 5 miljoen, waarvan 3 miljoen ten behoeve van den Staat (zie daarenboven tabel bl. 4164 van het Staatsblad, dd. 20 Mei II., n^o 140).

⁽¹⁾ *Handel.*, loc. cit.

ART. 6. — *Vast recht op de mijnen* : 30,000 frank.

ART. 7. — *Toldienst* : 194,968,500 frank.

De tarieven werden verhoogd; doch de bedrijvigheid op handelsgebied nam af en de prijzen dalen.

De douanen ontvingen, in 1920, fr. 240,591,690.20. De eerste vier maanden van 1921 brachten een ontvangst van fr. 69,827,581.64 op ⁽¹⁾. Misrekening omtrent de in dit artikel opgenomen raming lijkt dus niet te moeten gevreesd worden.

ART. 8. — *Accijnzen* : 173,949,500 frank.

Cijfer opgevoerd tot 183,079,500 bij een amendement van Regeeringszijde. Tegen 112,587,000 frank voorzien in 1920.

Het aandeel van het gemeentefonds in de ontvangsten der accijnzen wordt geraamd op 31,720,500 frank, zoodat de totale opbrengst 205,670,000 frank zou bedragen.

De voornaamste vermeerderingen worden geleverd door :

Buitenlandsche wijnen	fr. 7,000,000
Brandewijnen.	20,000,000
Bieren	3,000,000
Suikers	5,000,000
Glucosen	1,150,000
Vreemde tabak	2,000,000
Tabak : evenredig verbruiksrecht	35,000,000

Deze inlichtingen worden trouwens bewaarheid door de ontvangsten der eerste vier maanden, welke voor het aandeel van den Staat fr. 63,722,136.21 ⁽²⁾ bedragen.

Een door de Regeering ingediend amendement heeft ten doel, de opbrengst van het evenredig verbruiksrecht op de tabak van 50,000,000 frank tot 59,000,000 frank op te voeren en er een litt. m. bij te voegen, luidende : « Dranken welke niet meer dan 15 t. h. alcohol bevatten en bekomen werden door natuurlijke gisting : 130,000 frank ».

Daar de alcoholwet onophoudend en hevig besproken werd, geven wij, als bijlage, drie tabellen inhoudende :

- a) Het alcoholverbruik in België van 1890 tot 1920;
- b) Het aantal processen-verbaal opgemaakt wegens het houden van geheime stokerijen of wegens overtreding der wet van 29 Augustus 1919;
- c) De vergelijking der opbrengst van de invoerrechten en accijnsrechten over 1913 en 1920.

Verscheidene leden hebben zich afgevraagd, in welke kassen de ontvangsten

⁽¹⁾ Staatsblad, 22 Mei 1921, bl. 4215.

⁽²⁾ Staatsblad, loc. cit.

werden gestort, geïnd uit hoofde van suiker- en alcoholuitvoer, krachtens besluiten genomen door den Minister van Financiën en den Minister van Bevoorrading.

In verband hiermede liet ons het Departement van Financiën de volgende inlichtingen toekomen :

a) SUIKER.

« Werden gestort bij den ontvanger der accijnzen te Brussel, 1^o bureel, de ontvangsten opgeleverd door :

1^o De taxe geïnd krachtens artikel 2, § 1, van het Koninklijk besluit van 23 December 1920, uit hoofde van het afleveren van suikeruitvoervergunningen;

2^o De door de Regeering gemaakte winst op den suikeruitvoer.

Deze ontvangsten komen voor in de boekhouding onder de rubriek : « Taxe d'exportation des sucres ». (Taxe op den suikeruitvoer).

b) ALCOHOL.

« De door de Regeering in 1920 en 1921 gemaakte winst wegens alcoholuitvoer werden gestort bij de ontvangers der accijnzen, in wier amtsgebied de stokerijen gevestigd zijn, vanwaar de alcohol voortkwam.

Deze winsten komen in de boekhouding voor onder de rubriek : « Taxe de compensation sur les alcools ». (Vergoedingstaxe op alcohol.

In 1919 heeft het Departement van Bevoorrading ook alcohol in Duitschland verkocht; doch de van deze verhandelingen voortkomende winst werd niet gestort in de kassen van de ontvangers der accijnzen. Voormeld Departement deed dezen verkoop zonder tusschenkomst van het Ministerie van Financiën (centrale alcoholdienst) en zal dus meer bevoegd zijn om op de vraag te antwoorden wat het jaar 1919 betreft ».

Het nagaan der verscheidenen factoren, waardoor de opbrengst der bij de artikelen 7 en 8 (douanen en accijnzen) voorziene taxes beïnvloed wordt, laat toe te voorzien dat deze taxes in den huidige staat onze wetgeving samen ongeveer 400 millioen zullen opbrengen.

Het is belangwekkend, dit totaal te vergelijken met het bedrag der inkomsten voorzien op de begrooting der Fransche Republiek, uit hoofde der taxes van denzelfden aard :

Douanen	2,344	millioen.
Rechtstreeksche belasting	2,505	id.
Suikers	435	id.
Monopoliën (tabak en lucifers)	1,412	id. (1)
TOTAAL.	1,413	millioen.

Dit geeft 176 frank per hoofd, tegen 53 frank in België.

(1) Fransche Senaat, Begrooting voor 1921, Verslag van den heer Chéron.

Art. 9. — *Verscheidene ontvangsten* : 5,506,000 frank tegen 2,602,500 frank voorzien voor 1921.

Cijfer dat ver beneden de vermoedelijke ontvangsten blijft. Inderdaad, de eerste vier maanden van het dienstjaar hebben, als verscheidene ontvangsten, fr. 9,599,452.31 opgebracht; ditzelfde artikel gaf voor het jaar 1920 eene opbrengst van fr. 33,647,756.18 ⁽¹⁾.

Deze verscheidene ontvangsten zijn :

- a) *Kosten van keuring van werken en stoffen van goud, van zilver en van platina* : 6,000 frank.

Bevoegde personen dringen aan voor het verplichtend maken van het ijken der uit goud, platina en zilver vervaardigde voorwerpen.

Deze maatregel, die ten gunste van den eerlijken handel strekt, zou, zonder aanzienlijke vermeerdering van kosten, aan de Schatkist verscheidene miljoenen kunnen opbrengen.

- b) *Buitengewone en toevallige ontvangsten.* —
Openingstaxe op de dranksluiterijen : 4,000,000 frank.

Uit de door het bestuur der Thesaurie gehouden boeken blijkt, dat de gedane ontvangsten in zake openingstaxe in den loop van het jaar 1920 4,282,500 frank, ronde som, bedroegen (raming : 1 miljoen) en gedurende de eerste vier maanden van het loopende jaar ongeveer 1,350,000 frank (raming voor de vier maanden : 1,330,000 frank).

Overeenkomstig artikel 20 der wet van 29 Augustus 1919 wordt de opbrengst der taxe, waarvan sprake, na aftrek van 5 t. h. voor beheerkosten, toegekend aan het bijzonder gemeentefonds.

- c) *Opbrengst der betwistbare zaken* : 1,500,000 frank.

Er dient te worden aangemerkt dat het Bestuur rekent op een « merkelijke vermeerdering der opbrengst van geldboeten en verbeurdverklaringen ».

Art. 10. : *Registratie en overschrijving* : 150,000,000 frank.

Verminderings van 45 miljoen op het verleden jaar voorziene cijfer. De reden hiervan is te zoeken in het feit dat men, na aanzuivering der door den oorlog veroorzaakte achterstallen, tot een normalen toestand terugkomt.

De hoogte der prijzen, echter, en de vermeerdering der rechten zullen het bedrag dezer ontvangst hooger doen blijven dan datgene van vóór den oorlog. De eerste vier maanden van dit jaar wijzen op eene opbrengst van

(1) *Staatsblad*, loc. cit.

fr. 61,435,380,07, wat toelaat te voorzien dat de in het begrootingsontwerp opgegeven raming zal overschreden worden, onverminderd de wijzigingen welke de wet op de registratierechten zullen worden ingebracht doorh et thans bij de Kamer aanhangig gemaakte wetsontwerp.

ART. 11. — *Griffie* : 1,200,000 frank.
Vorig cijfer.

ART. 12. — *Hypotheken. — Inschrijvingsrechten* : 1,250,000 frank.

Vermindering van 750,000 frank, welke geenszins gewettigd is, aangezien de vier eerste maanden onder deze rubriek fr. 883,136.86 hebben opgebracht, het is te zeggen eene opbrengst gelijk aan die van het vorige dienstjaar, welke in het geheel fr. 2,337,976.65 bedroeg ⁽¹⁾.

ART. 13. — *Erfenissen* : 100,000,000 frank.

Vermeerdering van 50,000,000 frank op de ramingen van het vorig jaar.

Deze raming lijkt, op het eerste gezicht, niet overdreven. De jaarsom der erfenissen moet, inderdaad, van twee tot drie milliard bedragen; nu, het recht, op grond der wetten van 11 October 1919 en 16 Augustus 1920, bedraagt nooit minder dan 2.10 t. h. in de rechte linie en dan 7.50 t. h. in de zijlinie. Deze wetten geven nog, wel is waar, hun volle uitwerking niet (zie aanmerkingen).

Daar het cijfer van fr. 43,127,591,79, welk de gezamenlijke inkomsten vertegenwoordigt over 1920, en dat van fr. 13,331,665,81, welk de opbrengst is van de eerste vier maanden van 1921, ver beneden de voorgestelde raming blijven, baren zij bij ons eenigē verbazing en onzekerheid, wat de toekomst betreft.

ART. 14. — *Zegel* : 50,000,000 frank.

Vermeerdering van 10,000,000 frank op de vorige ramingen. De gedane raming is trouwens niet overdreven, dewijl de ontvangst, die voor het dienstjaar 1920 ⁽²⁾ fr. 47,802,141.38 bedroeg, zeker moet toenemen uit hoofde van de dit jaar aangenomen wetten.

ART. 15. — *Naturalisatiën* : 10,000 frank.

Ongewijzigd.

ART. 16. — *Boeten in zake van belastingen* : 800,000 frank.

Vermeerdering van 400,000 frank; blijft beneden de vermoedelijke ontvangst. De eerste vier maanden brachten fr. 613,611,10 op.

⁽¹⁾ *Staatsblad*, loc. cit.

⁽²⁾ *Staatsblad*, loc. cit.

Art. 17. — Boeten van veroorderlingen in zaken van verschillenden aard, schadeloosstellingen : 890,000 frank.

Dit cijfer diende te worden verhoogd, aangezien de eerste vier maanden fr. 1,210,805.04 opleverden.

De registratie, de erfenissen en het zegel, met enkele bijkomende taxes, hebben aan de Schatkist over het dienstjaar 1920 300 miljoen, ronde som, opgebracht. De huidige ramingen leiden tot hetzelfde bedrag, alhoewel ieder opbrengst op zich zelf op heel wat verschil wijst met die van het vorig dienstjaar.

HOOFDSTUK II.

WEGGELDEN.

De artikelen 18 tot 21 (opbrengst der rivieren, vaarten en havens), met eene totale opbrengst van 3,070,000 frank, geven aanleiding tot geen enkele aanmerking.

De artikelen 22 tot 27 (spoorwegen, telegraaf en telefoon, posterijen, opbrengsten van verschillende stoombootdiensten) zullen moeten overgebracht worden naar bijlage I der Algemeene Begrooting, indien de Kamer het ontwerp van besluit aanneemt, dat haar door de Begrootingscommissie werd voorgelegd.

HOOFDSTUK III.

KAPITALEN EN INKOMSTEN.

Dienen van dit hoofdstuk te worden afgevoerd, de artikelen 39 (opbrengsten der akten van de waterschout-beambten), 40 (opbrengsten der loods- en scheepsgelden) en 41 (opbrengsten der sluisgelden). Deze ontvangsten behooren bij den dienst van het zeewezen en moeten hunne plaats vinden in bijlage I.

De Regeering stelt voor, bij amendement, een artikel 44^{bis} in te voegen, luidende: « Opbrengst van den pokinentingsdienst van den Staat : 45,000 frank. »

Na aftrek der op deze drie artikelen gebrachte uitgaven, bedraagt de gezamenlijke ontvangst van het derde hoofdstuk, volgens de ramingen der Begrooting, 73,891,348 frank. Zij wijst tegenover de Begrooting van het vorig dienstjaar op eene vermeerdering van 17,418,263 frank, dank zij vooral de opbrengst van de bosschen (+ 2,800,000 frank), de domeinen (+ 900,000 frank), de rechten van kanselarij (+ 9,989,200 frank) en de bijdragen der Nationale Bank (+ 2,000,000 frank).

Er dient te worden aangemerkt dat op artikel 28 (Domeinen : kapitale waarden) de schadeloosstellingen moeten worden uitgetrokken, waartoe zij, dié handel dreven met den vijand, veroordeeld werden ⁽¹⁾. Daarover kregen wij de volgende inlichtingen.

(1) Vergelijk zittingsjaar 1919-1920, *Stuk n^o 224*, bl. 647.

« De ontvangsten wegens bedoelde veroordeelingen bedroegen, op 1 Mei 1921, fr. 6,485,926.98.

Het bedrag der uitgesproken veroordeelingen vertegenwoordigde, op dien zelfden datum, fr. 146,131,762.25.

Dat de gedane terugvorderingen betrekkelijk weinig opbrachten, is te wijten aan het feit, dat de meeste veroordeelden, reeds lang vóór hunne veroordeeling, hun vermogen in veiligheid hadden gebracht en dat de goederen, waarop de Staat hare vordering kon doen gelden, bijna gansch moesten besteed worden aan de belasting op de oorlogswinst en, belasting, voor welker inning het bestuur der belastingen een recht van voorkeur geniet.

De invorderingen, welke de Staat zal kunnen verwezenlijken, kunnen op een algeheel bedrag van vijftien millioen geschat worden. »

In verband met artikel 32 (Verscheidene en toevallige opbrengsten : 3,000,000 frank) werd eene vraag gesteld betreffende de aanwending der inkomsten van de Koninklijke nalatenschap. De Regeering antwoordde als volgt :

De ingevolge het overlijden van Z. M. Leopold II aan den Staat toegekende goederen kunnen in twee categorieën gerangschikt worden : de goederen, die tot geen betwisting aanleiding gaven, die welke de Staat er toe gebracht werd op te eischen, als zijnde aangekocht door middel van fondsen toebehoorende aan den Onafhankelijken Congostaat en aan de Stichting der Kroon, en waarvan de Congoleesche oorsprong niet werd vermeld bij de onderteekening van het Verdrag tot afstand van Congo aan België.

De opbrengst der goederen van de eerste categorie werd in de begrooting opgenomen onder de inkomsten der domeinwouden (art. 29), voor de beboschte eigendommen, en onder de inkomsten der Domaines (art. 33) voor de bouwlanden, de weiden en de gebouwde eigendommen.

De beboschte goederen, de bouwlanden en de weiden, die van den overleden Koning voortkomen, hangen af van de domeinen van Tervueren, Ciergnon en Ardenne ; huune opbrengst voor 1921 is in de toelichting der begrooting op 200,000 frank geraamd voor de wouden en op een zelfde som voor de landbouwgronden. De ontvangsten uit hoofde van gebouwde eigendommen werden bij de andere inkomsten der Domeinen gevoegd.

Het recht van den Staat op den eigendom van de goederen der tweede categorie werd erkend door de in 1914 met de Princessen aangegane overeenkomsten. Deze overeenkomsten werden bekrachtigd bij de wet van 30 Maart 1914; maar tot nog toe werd de aan de goederen te geven bestemming niet bepaald. Zooals de Regeering het herhaaldelijk heeft verklaard, inzonderheid bij het indienen van het ontwerp der wet van 30 Maart 1914, behoort het aan het Parlement dit punt te regelen. De op dit gebied met de Kolonie aangeknoopte onderhandelingen zullen eerlang tot een uitslag leiden; de Regeering hoopt binnenkort aan de Kamers een ontwerp van overeenkomst te kunnen voorleggen.

Onder de goederen der tweede categorie zijn de eigendommen, die ingeschreven geworden waren op naam van derden, alsmede de waarden in portefeuille van de Stichting van Niederfulbach, met name aandeelen van de *Sociétés des Sites* en

van de Vennootschap der Azuren Kust. Voor al de onroerende goederen werden akten van overdracht ten behoeve van den Staat opgemaakt; zij worden beheerd door het bestuur der Koninklijke Schenking en hunne opbrengsten worden gevoegd bij de andere inkomsten der Domeinen (art. 33).

De portefeuille der vroegere stichting van Niederfullbach berust ter Nationale Bank; voorloopig wordt zij beheerd door het Bestuur der Schatkist; in afwachting dat eene beslissing valle, wordt geen enkele som uit dien hoofde op de begrooting gebracht.

ART. 50. — *Interesten der obligatiën van vennootschappen voor zeerederij.*

Deze obligatiën zijn de volgende :

I. — ASSOCIATION MARITIME BELGE.

Ter voldoening van artikel 13 der wet van 18 Augustus 1907 (Buitengewone Begrooting) heeft de Staat *al pari* ingeschreven voor een kapitaal nominaal groot 500,000 frank, in schuldbrieven 3 t. h. dezer vennootschap, terugbetaalbaar *al pari* binnen den tijd van vijf en twintig jaar, ingaande op 31 December 1907. Daar deze titels slechts op 27 Maart 1908 betaald werden, zal er ten behoeve der schuldebbende Vennootschap, bij het incasseeren van de jaarlijksche coupon die op 31 December 1908 vervalt, rekening gehouden worden met een bedrag van 3,625 frank, zijnde de interesten van het kapitaal van 500,000 frank van 1 Januari tot en met 27 Maart 1908. — Kapitaal te delgen op 31 December 1908 : 13,500 frank.

II. — MAATSCHAPPIJ « OCEAN » (Art. 1 van gemelde wet).

Inschrijving *al pari* voor een kapitaal nominaal van 2,000,000 frank, 3 t. h., in 1,000 schuldbrieven groot 2,000 frank ieder, terugbetaalbaar *al pari* binnen den tijd van 20 jaar, ingaande op 1 Januari 1914. Betaling der titels geschiedde op 1 September 1908; som af te trekken van de evenwaarde der jaarlijksche coupons op den vervalldag van 31 December 1908 : fr. 40,166.67 (interesten 3 t. h. op het kapitaal van 2,000,000 frank van 1 Januari af tot 1 September 1908).

III. — COMPAGNIE ROYALE BELGO-ARGENTINE (Art. 2 van gemelde wet).

Inschrijving *al pari* voor een kapitaal nominaal van 2,000,000 frank, 3 t. h., in 2,000 schuldbrieven groot 1,000 frank ieder, terugbetaalbaar *al pari* binnen den tijd van 20 jaar ingaande op 1 Juni 1919 (op 1 Januari 1916 volgens de overeenkomst en de delgingstabel). Betaling der titels geschiedde op 1 Juni 1908; interesten op dien dag door de Maatschappij te betalen : 3 t. h. op 2,000,000 fr. van en met 2 Juni tot 31 October 1908, hetzij fr. 34,833,33.

IV. — COMPAGNIE NATIONALE BELGE DE TRANSPORTS MARITIMES.

(Art. 3 van gemelde wet)

Inschrijving *al pari* van een kapitaal nominaal van 1,000,000 frank, 3 t. h., in 1,000 schuldbrieven groot 1,000 frank ieder, terugbetaalbaar *al pari* binnen den tijd van twintig jaar, ingaande op 1 Januari 1916. Betaling der titels geschiedde op 28 september 1907; aan de Schatkist voor 1907 betaalde interesten : 2,750 frank (33 dagen : van 29 September tot 31 October 1906). Som te ontvangen voor 1908 : evenwaarde der coupons op den vervaldag van 31 October, d. i. 30,000 frank.

HOOFSTUK IV.

TERUGBETALINGEN.

Geraamde ontvangst : 81,102,724 frank tegen 21,207.24 frank voor het vorige dienstjaar.

Zooals de titel van dit hoofdstuk aanduidt, spruit de vermeerdering der ontvangsten voort uit eene vermeerdering der op de verscheidene tabellen der begrooting uitgetrokken uitgaven. Tot beloop van 45 miljoen frank is zij het gevolg van de tusschenkomst der provinciën en der gemeenten in de betaling der ouderdomspensioenen, betaling die eene uitgave medebrengt van 120 miljoen frank, vermeld in de tabel van het Ministerie van Nijverheid.

TWEDE SECTIE. — UITZONDERLIJKE ONTVANGSTEN

HOOFDSTUK V.

ART. 69. — *Bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten :*

75,000,000 frank.

De opbrengst dezer belasting kwam in de begrooting voor 1919 met een bedrag van 100 miljoen voor (art. 68) en in de begrooting voor 1920 (art. 66) met een bedrag van 300 miljoen. Volgens de gegevens der boekhouding leverde zij voor het dienstjaar 1919, afgesloten op 31 December 1920, 47,293,000.32 frank op en, voor het dienstjaar 1920, tot 30 April 1921 ⁽¹⁾, 83,850,649.47 frank.

Deze laatste cijfers echter, die den indruk laten eener misrekening, moeten aangevuld worden door de verklaringen, onlangst door den Minister van Financiën in de Kamer afgelegd. Hier blijkt dat de gezamenlijke aanslagen, bepaald op 30 April 1921, 670 miljoen bedragen. Deze aanslagen echter zijn daarom nog geene inning : het Bestuur voorziet een mindere ontvangst van 190 miljoen. Ondanks dit verlies zouden de begrootingsramingen in hun geheel overschreden worden. De gezamenlijke ontvangsten bedragen thans 250 miljoen.

(1) Staatsblad, bl. 4215, bl. 1334, col. 3.

Daar blijven nog 46,000 aanslagen te bepalen : de opbrengst van die, welke na den 31^e October 1921 zullen worden geïnd, zal gestort worden op de rekening van 's Lands Middelen van dit dienstjaar.

ART. 70. — *Bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten :*
125,000,000 frank.

Dit cijfer is alles behalve zeker, zooals de volgende ons door het Bestuur verstrekte gegevens bewijzen :

« Daar het werk tot vaststelling der aanslagen gepaard ging met de regeling der bedrijfsbelastingen, is het nog niet ver genoeg gevorderd om aanleiding te kunnen geven tot een verslag over de opbrengst der belasting. Op 30 April 11. bedroegen de door de aanslagbiljetten voorziene taxes bijna vier millioen en de gedane invorderingen bedroegen ongeveer zes en een half millioen, doordat belastingsschuldigen sommen hadden gestort op rekening van het bedrag hunner belastingen. »

Het tijdperk der uitzonderlijke winsten nam vroeger een einde dan men gedacht had.

Het dienstjaar 1920 reeds heeft, gedurende het tweede halfjaar, de winsten zien smelten, gemaakt gedurende de eerste maanden. Wat het loopende jaar betreft, het is gekenmerkt door prijsvermindering, misrekening in verkoop en werkloosheid ; het zal zware verliezen en weinig aan bijzondere heffing onderhevige winsten aangeven.

Moest deze belasting geen aanzienlijke opbrengst afwerpen, dan zou, anderzijds, de Kamer de bezwaren dienen in overweging te nemen, welke de taxe oplevert met het oog op de ontwikkeling der nijverheiden en ten slotte beslissen of zij voor de Staatsfinanciën niet veeleer schadelijk dan nuttig is.

ART. 71. — *Opbrengst van den oorlogshuit :* 20,000,000 frank.

Men raamde die op 200 millioen in 1919, op 80 millioen voor 1920. De stukken der boekhouding wijzen op eene ontvangst van fr. 63,309,930.80 voor het dienstjaar 1919, afgesloten op 31 December 1920, en op 80 millioen frank voor het dienstjaar 1920, afgesloten op 1 Januari 1921. Gedurende het loopende dienstjaar zal de laatste reeks dezer ontvangst ingebeurd worden.

ART. 71^{bis}. — *Verkoop van aan België toegekende Duitsche schepen :*
32,000,000 frank.

Het geldt de hierna vermeelde schepen :

Namen.	Tonnelmaat.
<i>Général Lema</i>	946
<i>Feronia</i>	691

(1) Amendementen door de Regeering ingediend. Stuk n° 205.

Namen.	Tonnemaat.
<i>Clara Blumenfeld</i>	2,299
<i>Adeline Hugo Stinnes</i>	2,661
<i>Bremen</i>	1,639
<i>Joachim Zelck</i>	2,152
<i>Albert Killing.</i>	2,486
<i>Turin</i>	1,756
<i>Edea</i>	2,486
<i>Barmen I.</i>	999
<i>Barmen II</i>	1,523
<i>Herzog Johann Albrecht</i>	1,129
<i>Arabia.</i>	4,403
<i>Pyrgos.</i>	3,588
<i>Sydney</i>	5,894
<i>Marksburg</i>	4,320
<i>Ehrenfels</i>	4,450
<i>Kybfels</i>	5,049
<i>Arnold.</i>	1,196
<i>Peterhof</i>	1,459
<i>Greiffenfels</i>	5,802
<i>Sonnensfels.</i>	5,854
<i>Itauri</i>	9,030
<i>Erfurt</i>	7,853
<i>Minerva</i>	1,320
<i>Clara Zelck</i>	2,105
<i>Weisfeufelde</i>	3,834
<i>Weser</i>	1,027
<i>Liberia</i>	3,991
<i>Mars</i>	2,568
<i>Altona</i>	1,776
<i>Julius Zelck</i>	2,068
<i>Osiris</i>	5,952
<i>Parma (voilier)</i>	3,091
TOTAAL	108,395

Zooals men vaststellen zal, wijst deze lijst de bruto-tonnemaat van bedoelde schepen aan.

Wat aangaat den staat van verval van sommige dier schepen, is het nog al moeilijk hieromtrent beslissend te antwoorden.

Om dien staat te kunnen vaststellen, zou men die schepen moeten aanbrengen in het droogdok; dat is niet mogelijk wegens den aanzienlijken tijd, die daaraan zou besteed worden, en wegens de hooge kosten daardoor veroorzaakt.

Het is nochtans zeker dat sommige schepen, die ons werden toebedeeld, veeleer in slechten staat moeten zijn, daar zij sedert den oorlog niet gebruikt werden.

Bij de som van 32 millioen, vermeld in het ontwerp van begrooting, is rekening gehouden met dien toestand; zij is gelijk aan het bedrag van het laatste aanbod der Reeders, die den staat der schepen ter plaatse konden nagaan.

ART. 72. — Opbrengst van den verkoop van materieel en van de stocks van het leger : 500,000 frank.

De twee vorige dienstjaren hebben onderscheidenlijk voor dit artikel, volgens de op 31 December 1920 afgesloten rekeningen, fr. 42,611,224.65 en 26 millioen frank opgeleverd.

Het komt er op aan, deze verkooping te bespoedigen, want het bedrag er van wordt in groote mate verminderd door de groote kosten van het talrijk personeel, dat er mede belast is. Daarenboven stelt de lange duur der verrichtingen de stocks bloot aan plunderingen, waarvan al te veel voorbeelden worden aangehaald.

Uit het onderzoek der vier voorgaande artikelen blijkt dat voortaan op de daarin opgenomen ontvangsten weinig of niet meer moet gerekend worden.

ART. 73. — Terugbetaling door Duitschland van de kosten der Belgische bezettingstroepen : 90,000,000 frank.

De rekeningen der vorige dienstjaren wijzen op geen enkele ontvangst uit hoofde van deze terugbetaling. Het bedrag er van zal moeten gebracht worden bij het totaalbedrag der verstrekkingen, welke door Duitschland zullen geleverd worden (zie schrijven van den Minister van Financiën, Bijlage IV van het algemeen verslag).

Art. 75. — Voorafneming op de tegenwaarde der Deutsche leveringen in 1921 : 300,000,000 frank.

Deze voorafneming, welke bestemd is om op te wegen tegen de lasten ingeschreven in de begrooting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1921 uit hoofde der herstelsuitgaven, werd berekend op grond, eenerzijds, van de vermeerdering in 1921 van de voorgestelde credieten in vergelijking met die welke in 1914 werden toegestaan voor den dienst der eigenlijke Schuld en, anderzijds, op het gezamenlijke tekort, zooals het blijkt uit de voor 1919 en 1920 aangenomen begrooting en uit die voorgesteld voor 1921.

Het tekort voor 1921, evenwel, werd slechts in rekening gebracht voor de helft van zijn bedrag, aangezien de kapitalen, bestemd om het te bestrijden, slechts naar gelang der behoeften dienen te worden ontleend.

De in aanmerking komende cijfers zijn :

Lasten der eigenlijke schuld (hoofdstuk I):

In 1914. fr. 177,035,003

In 1921. 803,908,983

VERSCHIL. fr. 626,873,983

Tekort.

	Algeheel tekort.	Deel van Duitschland.	Deel van België.
1919	6,106,686,878	2,125,500,000	3,980,186,878
1920	5,588,746,748	4,780,500,000	808,246,748
1921 ¹ / ₂	2,290,811,690	1,231,406,670	1,059,405,017
TOTAL fr.	13,986,245,316	8,138,406,670	5,847,838,643
	14 milliard	8/14	6/14

Deel van Duitschland : 8/14, d. i. 358,400,000 ⁽¹⁾.

Deel van België : 4/14, d. i. 268,800,000

DERDE SECTIE. — BUITENGEWONE ONTVANGSTEN.

HOOFDSTUK VI.

De artikelen 76, 77 en 78 met een gezamenlijk bedrag van 26,650,000 frank, hebben betrekking op de verscheidene ontvangsten van kapitalen : wat betreft den verkoop van door de Regering afgekochte stocks (art. 77), zijn de hierbij bedoelde verrichtingen afgehandeld; zij werden bewerkstelligd door den vereffeningsdienst van het Nationaal Comité (*Staatsblad* van 30 Januari 1920, blz. 805.)

Artikel 79 — Opbrengst van den verkoop van voedingsartikelen — moet worden overgebracht op de Bijzondere Begrooting van den dienst der bevoorrading.

(1) Dit bedrag werd verminderd op 300 miljoen voor de raming op te nemen in de Begrooting van 's Lands Middelen; er werd dus een zekere ruimte gelaten om rekening te houden met de credieten die niet zouden uitgegeven worden.

VIERDE SECTIE. — ONTVANGSTEN VAN HERSTEL.

HOOFDSTUK VII.

De artikelen 80 en 81, ten bedrage van 25 en 10 millioen, hebben betrekking op terugbetalingen van voorschotten, onder verscheidene vormen, door den Staat aan de gemeenten en aan bijzonderen, die oorlogsschade hebben ondergaan.

Art. 84. — *Saldo der Deutsche leveringen in 1921 : 261,000,000 frank.*

De ramingen betreffende de verstrekkingen van Duitschland bedragen dus samen :

Artikel 73	fr.	90,000,000
Id. 75		300,000,000
Id. 84		261,000,000
Samen. . fr.		<u>651,000,000</u>

« Wat zullen wij ontvangen, » zei de Minister van Financiën in zijne rede van 23 Mei, « dank zij de 8 t. h. die ons aandeel uitmaken in de aan Duitschland opgelegde stortingen ! Het eerste jaar 240 tot 270 millioen mark-goud, dit wil zeggen, tegen den huidige koers, 660 tot 740 millioen frank. » ⁽¹⁾ Men ziet het, de begrootingsramingen komen met die schatting overeen, rekening houdend met de onvermijdelijke onzekerheid en inzonderheid met de wisselvaligheid van den wisselkoers.

Laten wij samenvatten :

De ontvangsten wegens de *belastingen* worden geraamd op 1,152 millioen.

Indien wij, voor zekere belastingen op het inkomen, misrekeningen moeten vreezen, zullen, van een anderen kant, de personeele belasting, de taxe op de voertuigen, de douanen en accijnzen, de registratie en de verscheidene ontvangsten zeker toenemen. Bovenstaand cijfer kan dus worden aangenomen.

In het hoofdstuk betreffende de *weggelden*, blijven slechts vier artikelen voorzien, met een gezamenlijk bedrag van 3 millioen.

De *kapitalen en inkomsten* zullen 78 millioen opleveren en de *terugbetalingen*

⁽¹⁾ *Handelingen*, bladz. 1337.

81 miljoen, wat het totaal der **gewone ontvangsten tot 1314 miljoen** opvoert.

Onder de **uitzonderlijke ontvangsten** dient een onderscheid te worden gemaakt. Laten wij eerst in overweging nemen die welke door het land zelf opgeleverd worden : belastingen op de oorlogswinsten en op de uitzonderlijke winsten, oorlogsbuit. Het gezamenlijk bedrag ervan bedraagt **52 miljoen**.

Doch in dit cijfer is een verlies begrepen uit hoofde van de belasting op de uitzonderlijke winsten.

Onnoodig rekening te houden met de buitengewone ontvangsten, die niet kunnen dienen om op te wegen tegen onze jaarlijksche en bestendige uitgaven.

Blijven dan de **Duitsche verstrekkingen**, welke deels onder de ontvangsten en deels onder de ontvangsten van herstel werden opgenomen, ten bedrage van **651 miljoen**.

Algemeen totaalbedrag der ontvangsten welke kunnen aangewend worden om op te wegen tegen de jaarlijksche en bestendige uitgaven : **2,217 miljoen**.

Men mag hopen, indien België getrouw blijft aan de wet van vooruitgang welke het steeds gevolgd heeft, dat die inkomsten van jaar tot jaar zullen toenemen. Maar de toeneming der gewone ontvangsten zal steeds moeten opwegen tegen het tekort der uitzonderlijke ontvangsten, die grootendeels zullen verdwijnen.

Na eene grondige studie van de ramingen onzer uitgaven werden onze jaarlijksche en bestendige lasten, voor een lange reeks jaren op 3 1/2 milliard geschat. Gewis, van deze som dienden te worden afgetrokken de verminderingen der uitgaven voor het leger en het deel van den dienst der Staatsschuld dat ten laste van het spoorwegbedrijf diende te komen. Maar, anderzijds, zullen de lasten der schuld bezwaard worden door den dienst van nieuwe leeningen.

Tusschen het vastgestelde bedrag der ontvangsten en het vermoedelijk cijfer der uitgaven bestaat dus een verschil van 1,300 miljoen frank.

Op Duitschland berust de plicht, in een groot deel dezer ontoereikendheid te voorzien.

« Zonder van overdreven optimisme te worden beschuldigd, verklaarde de Minister van Financiën, ter vergadering van 25 Mei ll., kan men voorzien dat binnen vijf, zes, zeven jaar, de algeheele, door Duitschland te betalen jaarsom 6 milliard mark-goud zal bedragen; ons aandeel zal alsdan 480 miljoen mark-goud bedragen. . . Wanneer de Duitsche annuïteit haar hoogste waarde zal bereiken, zullen wij een aandeel van 640 miljoen mark-goud ontvangen. » Maar wat zal de mark-goud waard zijn? voegde hij er bij. Tegen den huidigen koers zou dit 1,900 miljoen zijn, in plaats van de 651 miljoen voor dit jaar voorzien, maar elke waardevermeerdering van het Belgisch geld zal de doeltreffendheid der betalingen in mark-goud doen verminderen, wat betreft het evenwicht onzer Begrooting. Onoplosbaar vraagstuk, zoo men een wetenschappelijke en nauwkeurige gevolgtrekking wenscht; een vraagstuk, echter, dat eene practische oplossing eischt.

Daar de door het land geleverde ontvangsten met 500 miljoen te vermeerderen

zijn, zou men de moeilijkheid oplossen in de mate welke het thans mogelijk is te bepalen. Het aandeel van het land in de opbrengst der ontvangsten zou tot twee milliard beloopten, dat van Duitschland zou berekend worden tegen een gemiddeld cijfer van 1,300 millioen per jaar.

De toekomst alleen kan uitwijzen welke verbeteringen in dit financieel plan dienen te worden gebracht.

De Verslaggever,
MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

Sterke dranken. — Voortbrenging en

		1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
		H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°
Inlandsche fabricatië.	Wettelijk vastgestelde hoeveelheden	566,284	588,435	587,822	584,370	584,731	623,431	546,471	592,645	593,344	678,456	716,931	736,905	687,165
	Onbeschadigd overschot onder het vroeger beneer (8% der wettelijk vastgestelde hoeveelheden	45,303	47,051	47,026	46,720	46,716	50,212	43,712	31,600	"	"	"	"	"
Totale voortbrenging		611,587	635,486	634,848	631,090	631,307	673,703	590,183	624,245	623,344	678,456	716,931	736,905	687,165
Invoer		15,050	16,429	16,309	16,020	18,041	18,286	17,642	12,173	12,484	12,297	13,960	17,837	11,850
TOTALEN.		626,637	651,915	651,157	647,110	649,348	691,989	607,825	636,418	635,828	690,753	730,941	754,742	699,015
Uitvoer met afschrijving der rechten		17,418	10,202	9,798	4,302	4,453	4,764	3,740	2,972	26,161	108,868	83,567	58,349	52,287
Blijft voor het verbruik		609,219	641,713	641,359	642,808	644,895	687,225	604,085	633,446	609,667	581,885	647,374	696,393	646,728
Voor nijverheidsdoeleinden benuttigde hoeveelheden (2)		15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	20,047	26,368	40,120
Voor 's menschen verbruik bestende hoeveelheden		594,219	626,713	626,359	627,808	629,895	672,225	589,085	618,446	594,667	566,885	627,327	670,025	606,608
Bevolking (3)		6,069,321	6,129,054	6,189,375	6,250,289	6,311,803	6,373,922	6,436,553	6,500,001	6,563,973	6,628,572	6,693,810	6,759,690	6,826,219
Verbruik geraamd per inwoner (4) (aantal liters)		9 lit. 79	10 lit. 22	10 lit. 12	10 lit. 04	9 lit. 98	10 lit. 62	9 lit. 45	9 lit. 51	8 lit. 60	8 lit. 55	9 lit. 37	9 lit. 91	8 lit. 45
		10 lit. 03					9 lit. 76			8 lit. 98				

(1) Waarvan 395,203 hectoliters voortgebracht onder het beheer van vóór de wet van 5 April 1896 en 197,442 onder het nieuw beheer.

(2) Vóór de wet van 1896 werd er geen accijnsafschrijving verleend voor alcohol door de nijverheid benuttigd; na onderzoek raande men op 15,000 hectoliter de hoeveelheid alcohol die, vóór het regiem van 1897, jaarlijks daartoe werd benuttigd. In 1897 was de hoeveelheid niet accijnsafschrijving door de nijverheden benuttigde alcohol ongeveer 10,000 hectoliter. Men raamt dat het verschil van 5,000 hectoliter zonder afschrijving van rechten nog verder werd verbruikt; deze hoeveelheid is begrepen in de cijfers vermeld voor de jaren 1897 tot 1910.

verbruik van 1890 tot 1920.

1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920
H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°	H. met 50°
492,213	658,034	618,726	636,503	667,830	720,626	697,037	710,871	738,643	838,601	736,664	447,723	262,404	169,231	99,883	103,918	139,779	293,103
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
492,213	658,034	618,726	636,503	667,830	720,626	697,037	710,871	738,643	838,601	736,664	447,723	262,404	169,231	99,883	103,918	139,779	293,103
10,471	10,622	12,316	12,784	14,058	15,142	17,736	23,806	15,806	17,042	18,079	6,800	3,732	13,644	618	"	13,366	52,399 (5)
502,684	668,656	631,042	649,287	681,888	735,768	714,773	734,677	754,449	855,643	754,743	454,624	266,136	182,875	100,801	103,918	153,148	345,502
67,413	161,100	128,401	127,809	198,310	85,852	72,687	94,701	56,900	38,971	14,686	29,877	18,553	2,499	3,072	"	24,392	13,108 (5)
435,271	507,556	502,941	521,478	573,378	649,916	642,086	639,976	697,189	817,572	623,087	424,747	247,883	180,376	97,429	103,918	128,783	332,334
65,172	94,296	96,358	112,297	173,150	231,137	240,146	251,051	288,021	332,241	200,686	162,700	34,462	25,186	23,701	20,884	85,612	141,668
370,059	412,266	406,583	409,181	400,228	418,779	401,940	388,028	408,538	485,331	422,404	262,047	213,222	154,890	73,728	83,031	43,141	190,669
6,892,403	6,961,248	7,029,761	7,095,918	7,168,816	7,239,371	7,310,621	7,423,784	7,501,024	7,559,068	7,651,924	7,737,600	7,000,000	7,000,000	7,000,000	7,000,000	7,500,000	7,600,000
5 lit. 21	5 lit. 91	5 lit. 78	5 lit. 76	5 lit. 58	5 lit. 78	5 lit. 50	5 lit. 23	5 lit. 45	6 lit. 40	5 lit. 52	3 lit. 38	3 lit. 04	2 lit. 21	1 lit. 05	1 lit. 18	0 lit. 57	2 lit. 50
5 lit. 69					5 lit. 67					3 lit. 04							

(3) De bevolking van 1890, van 1900 en van 1910 is die welke door de tienjaarlijkse volkstelling wordt opgegeven. Voor de overige jaren werd de bevolking aangegeven naar eene aanhoudende opklimming voortvloeiende uit de cijfers van 1890, van 1900 en van 1910.

(4) De werkelijkheid strookt slechts van dit vermoeden in zoverre de bestaande stock op 1 Januari noch vergroot noch verminderd werd in den loop van het jaar.

(5) Voorloopig cijfer.

Ontvangsten uit hoofde van de rechten op den alcohol.

	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920
Invoerrechten . . fr.	3,746,486	1,967,681	933,594	3,422,846	466,021	12,738	12,017,076	48,553,387
Accijnsrechten . . .	76,939,688	56,230,841	43,882,828	35,381,443	15,171,807	14,467,661	18,351,196	53,739,090
TOTALEN . . fr.	80,686,174	58,198,522	44,816,422	38,804,289	15,337,831	14,480,399	30,368,274	102,292,477

Processen-verbaal wegens overtredingen van de alcoholwetten.

PROVINCIEËN.	Aantal processen-verbaal op- gemaakt voor stoken in 't ge- heim van alcohol.		Aantal processen-verbaal opge- maakt wegens overtredingen der wet van 29 Augustus 1919 op de regeling van den alcohol.	
	In 1919.	In 1920.	In 1919.	In 1920.
Antwerpen	124	29	83	637
Brabant	311	119	176	908
West-Vlaanderen	25	5	14	267
Oost-Vlaanderen	229	35	78	753
Henegouw	43	17	269	943
Luik	23	4	64	597
Limburg	26	—	21	207
Luxemburg	—	1	16	234
Namen	8	—	63	387
TOTALEN	789	210	784	4,953

AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE BEGROOTINGSCOMMISSIE

Tabel XIX. — 's Lands Middelen.

De volgende artikelen te doen wegvallen :

Eerste Sectie. — Gewone ontvangsten.

HOOFDSTUK II.

Weggelden.

ART. 22. — Spoorweg	fr. 1,050,000,000 »
ART. 23. — Telegraaf en telefoon	48,225,000 »
ART. 24. — Posterijen	62,068,850 »
ART. 25. — Opbrengst van den stoomvaartdienst tusschen Oostende en Dover	8,000,000 »
ART. 26. — Opbrengst van den overzetsdienst van Ant- werpen naar het Vlaamsch Hoofd	575,000 »
ART. 27. — Opbrengst van den dienst van vervoer op de binnenwateren	34.360,000 »

HOOFDSTUK III.

Kapitalen en inkomsten.

ART. 39. — Opbrengst der akten van de waterschout-be- ambten	fr. 180,000 »
ART. 40. — Opbrengst der sleeps- en loodsgelden	4,150,000 »
ART. 41. — Opbrengst der sluisgelden.	300 »

Derde sectie. — Buitengewone ontvangsten.

HOOFDSTUK VI.

ART. 79. — Opbrengst van den verkoop van voedings- artikelen	fr. 1,665,524,000 »
---	---------------------

Eerste Sectie. — Gewone ontvangsten.**HOOFDSTUK IV.****Terugbetalingen.**

Een nieuw artikel toe te voegen, luidende :

ART. 68^{bis} (nieuw). — *Afhouding, van de begrooting der Staatsbedrijven, van het deel dat zij dragen moet in de lasten der Staatsschuld, in de gewone begrooting voorzien.* fr. 164,000,000 »

NOTA

Pensioenen der Staatsbedrijven fr.	150,000,000 »
Pensioenen der Staatsbedrijven	14,000,000 »
	<u>164,000,000 »</u>
